

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Un peu de clarté (Roger Rieu). — Seconde réponse à Treint (Pierre Monatte). — Sur les Thèses (Gaston Faussecave). — Lénine et les ouvriers (G. Zinoviev). — La France, puissance métallurgique (J. Duret). — Une lettre inédite de Marx (Marcel Ollivier). — Un exemple de

concentration capitaliste (Duplex). — Sur le rôle du Parti communiste allemand (Suite et fin) (Edwin Hærnle). — Vers la prise du pouvoir (N. Lénine). — Le mouvement des ouvriers et fermiers américains (William F. Durme).

UN PEU DE CLARTÉ

Notre Conseil National

ABSORBÉS par de multiples tâches, suppléant à l'insuffisance de moyens par le don de leur personne, les militants se sont entièrement consacrés à la bataille électorale, négligeant d'autres problèmes, pourtant bien importants.

Le recul du Conseil National nous permettra, dans une certaine mesure de réparer cette lacune, en étudiant les questions inscrites à son ordre du jour.

Le programme de l'internationale

Il est tout à fait regrettable que nous n'ayons pu, depuis dix-huit mois, discuter de la charte doctrinale de notre Parti International. C'est une preuve de faiblesse de la section française. Nos camarades délégués au Congrès mondial ne pourront apporter que leur contribution personnelle à l'élaboration du programme, dont l'étude préalable eût été si profitable à notre Parti.

Le problème russe

Tous nos militants s'accordent à reconnaître que la question a été mal posée par Souvarine. Déjà au Congrès de Lyon, j'avais pro-

testé contre la politique dangereuse suivie par le *Bulletin Communiste*.

L'édition clandestine du *Cours Nouveau*, la préface inexacte et discourtoise de Souvarine, ne peuvent qu'augmenter la confusion et jeter le trouble dans les esprits. La parution de la brochure du Comité Directeur. *Le Parti Bolchevik restera Bolchevik*, son étude approfondie, permettront à nos camarades de se faire une opinion plus juste et moins haineuse.

Toutefois, il semble que la discussion ait trop tourné autour de Souvarine au détriment du problème initial. Souvarine est un militant, quand il se trompe, il faut le lui dire. S'il refuse de s'incliner, il faut le punir, la loi communiste étant égale pour tous.

Il me paraît utile de dissiper le malaise qui paraît être le fait de l'adoption par le Comité Central de certaines propositions de l'opposition, lesquelles sont économiquement justes, mais politiquement erronées.

La Vieille Garde ne sera pas éternelle, le Comité Central vote donc, avec l'Opposition, le principe de l'introduction des Jeunes dans l'appareil du Parti (par jeunes, nous entendons tous ceux qui sont venus au Parti, depuis la Révolution et, non seulement, les jeunes par l'âge), mais il ajoute que ce n'est pas en-

core l'heure d'appliquer la Démocratie Ouvrière et le choix par l'élection.

La reconnaissance du principe démocratique n'a jamais été acceptée par le Parti Bolchevik. La ligne dominante de ce Parti fut, avant tout l'intérêt de la Révolution.

Les Bolcheviks étaient 7.500 avant la Révolution d'Octobre. Depuis octobre, c'est-à-dire depuis la victoire, ils sont 400.000, l'intérêt de la Révolution peut-il permettre que les 400.000 possèdent un pouvoir égal aux premiers Bolcheviks ? Mieux, le Parti a fait, depuis la mort de Lénine, 250.000 adhésions nouvelles ; après trois mois de stage, ces nouveaux membres auront les mêmes droits que les autres ; l'intérêt de la Révolution peut-il donner à ces nouveaux membres, qui n'ont pas pris part aux luttes antérieures à la Révolution et à celles menées depuis, les mêmes droits qu'à la Vieille Garde ? Non, car ils n'ont pas la même capacité politique.

Les Nepman rêvent d'abattre le pouvoir soviétique, l'argent qu'ils possèdent peut leur permettre d'essayer de corrompre ou d'embourgeoiser les membres du Parti Communiste, le seul qui soit légal. Allez-vous — par l'élection, au hasard de la popularité de tel ou tel — faire plébisciter la Vieille Garde par ceux que les Nepman auront réussi à contaminer ?

Le Comité Central pense que non, bien qu'il vote le principe de la Démocratie Ouvrière dont personne ne conteste la justesse. Il n'appliquera donc la Démocratie Ouvrière que dans la mesure où les militants nouveaux auront acquis la capacité politique suffisante et auront donné des preuves de leur dévouement.

Le Comité Central considère que la N.E.P. est une tactique nécessaire, imposée par le retard de la Révolution mondiale. Cette tactique a plusieurs échelons, l'unanimité a prévu le recul jusqu'au dernier, mais seulement si le besoin s'en fait sentir. Pourquoi reculer, si rien n'y oblige ? Pour le seul plaisir d'appliquer les textes ? Le meilleur des textes est celui de la vie, c'est en s'y conformant que la Révolution Russe se garantira de la culbute.

Tous nos camarades russes savent que le transfert des usines de fabrication, sur les lieux d'extraction de la matière première, assurera un meilleur rendement et une formidable économie. Mais ils savent aussi que les principales villes (Moscou, Pétrograd, etc.), ne seront pas en sécurité si on les vide de leur contenu prolétarien. Il vote donc le principe, mais il se refuse à l'appliquer suivant un plan qui ne tiendrait pas compte de la nécessité de la défense de l'Etat soviétique.

Il faut une Commission du « Plan » dit l'Opposition. Le Comité Central en reconnaît la nécessité, mais il ne veut lui donner que les pouvoirs ordinaires d'une Commission, laissant le soin de la décision aux organismes qualifiés de l'Etat, lesquels sont les meilleurs militants du Parti Communiste. La Commission du Plan économique doit être composée

des compétences, c'est-à-dire des Directeurs, des Ingénieurs, des Techniciens, de formation plus ou moins petite-bourgeoise. Les ouvriers et les paysans pauvres n'ont pas bénéficié de l'instruction, en régime tsariste, la Commission du Plan a des connaissances économiques, le Comité central veut les utiliser, mais en laissant le pouvoir de décision au prolétariat, maître de « sa » Révolution.

Nos camarades doivent savoir que l'Opposition ne s'appelle pas seulement Trotsky (qui travaille toujours seul), elle s'appelle aussi Radeck (inclassable), Ossinsky (démocrate), Krassine (droite commerciale), Piatakov, Préobrajensky (gauche), Chliapnikov (ouvriériste). Ces courants si divers et si opposés ont pris une plate-forme commune : la lutte contre le Comité Central.

La victoire de ce Bloc Oppositionnel eût abouti au remplacement d'un Comité Central homogène, par un Comité Central hétérogène, appelé à se diviser au lendemain de sa victoire. Comme on le voit, dans chacune des questions, la défaite des Léninistes pouvait entraîner, par le relâchement de la dictature prolétarienne, la liquidation de la Révolution.

Michel Marty et moi, avons écrit cela à Souvarine, en maints articles qu'il n'inséra jamais. Les premiers en France nous avions senti le danger. Souvarine en récompensa le signataire en l'éliminant du Comité Directeur.

Depuis, les positions se sont précisées : Treint et la Fédération de la Seine se rangèrent du côté du Comité Central, contre la majorité du Comité Directeur qui n'avait rien compris. Cette majorité a évolué, à son tour. Sellier a donné, dans le *Bulletin* du 10 mai, un article très documenté sur la position du Parti français. Désormais celui-ci est aux côtés du Parti russe, dans sa bataille contre les déviations petites-bourgeoises de l'Opposition.

La ligne politique de l'internationale

Les questions allemande, anglaise et russe sont solutionnées par les Partis intéressés, mais la bataille n'est pas terminée. La ligne politique de l'Internationale, la politique de Lénine (pour appeler les choses par leur nom) est menacée par des déviations de droite (opposition russe, groupe Brandler, groupe Souvarine et par des déviations de gauche (Parti italien, Parti allemand).

Nous voulons espérer que la Gauche et la Droite ne se rejoindront pas, mais l'exemple de la Russie où ces éléments se sont unis, indique que nous devons être vigilants.

L'union de la Droite et de la Gauche internationale entraînerait, par son triomphe, la révision de la ligne bolchevique. Le Parti Russe, ainsi désapprouvé, devrait être remplacé à la Direction de l'Internationale. En est-il un autre qui puisse diriger, mieux que lui, l'Internationale créée et animée par sa victoire ? En est-il un autre qui nous ait donné

autant de preuves de capacité politique, d'endurance, de dévouement ?

L'Unité que d'aucuns réclament (alors que personne ne la menace) serait un vain mot, si elle n'était basée sur la doctrine et la tactique Léniniste, car à la Gauche du Bolchevisme, il n'y a que la phrase mensongère des anarchistes, alors qu'à sa droite, il n'y a place que pour la Social-Démocratie, c'est-à-dire pour le fascisme déguisé.

Trotsky s'est incliné devant la majorité écrasante du Parti russe, c'est là une attitude que Souvarine fera bien d'imiter, car nous ne lui laisserons pas essayer de diminuer Trotsky en abritant incartades et indiscipline derrière son nom respecté.

La situation dans le parti français

Le malaise que nous subissons est la conséquence des divergences internationales, auxquelles s'ajoute l'insuffisance politique de la Direction du Parti français. Toutefois, l'Opposition sera écrasée au Conseil National. Elle le sait et n'ose heurter la majorité sur des textes précis.

Elle a maintenant le choix entre trois tactiques ; la première est celle de la *Seine-Inférieure* (« non ingérence dans les affaires Russes — besoin d'informations complémentaires — manque d'éducation du Parti français, etc. ») La deuxième est celle de l'Unité (« il faut s'entendre, on a besoin d'être unis, il faut faire des concessions mutuelles etc. »). Les deux sont également inacceptables. Personne ne menace l'Unité, aucun camarade discipliné n'est menacé de sanctions, l'Unité entre les hommes étant faite, les concessions mutuelles seraient des concessions politiques. Nous avons expliqué plus haut les raisons pour lesquelles toute concession porterait préjudice à l'intérêt supérieur de la Révolution. L'Unité est faite sur la base du Bolchevisme, depuis la création de la Troisième Internationale, rien ne justifie qu'on en revise la Charte.

La suprême manœuvre sera de diviser la majorité et une formule qui fait son chemin dans la Seine, semble confirmer nos dires : « Ni Souvarine, ni Treint ! » dit-on. Cette façon de masquer l'importance des problèmes politiques derrière des individualités est une tactique habile, mais dangereuse pour le Parti, s'il s'y laissait prendre. Souvarine a été blâmé par son Parti et par l'Internationale, il est moralement diminué ; mettre Treint sur le même pied alors qu'il a eu raison, et que Souvarine a eu tort, c'est diminuer en Treint, l'homme d'une politique juste, c'est vouloir abattre par l'homme, l'idée qu'il a défendue.

Quelques camarades des Jeunesses qui ont voté la motion du Comité Directeur se sont laissés prendre à ce piège, il faut qu'ils se ressaisissent.

Voir les problèmes politiques à travers les personnalités empêche de porter un jugement

impartial. Monatte est victime de ce travers, son dernier article du *Bulletin* n'examine aucun des points litigieux, l'anti-Treint ne suffit pas pour justifier une politique erronée.

Que Treint ne soit pas débarrassé de la déformation conséquente aux fonctions qu'il remplit naguère, nul ne saurait la contester. Qu'il soit autoritaire, personnel, d'abord difficile, cela est indéniable.

Ne ménageons pas Treint quand il commet des fautes, (il n'est pas dans mon intention de le faire), mais contrairement à Monatte, j'estime qu'il faut placer les idées avant les individus. Même si Treint avait adopté la ligne de l'Internationale par « courtoisie ». Même si Sellier l'avait fait par « discipline anticipée », en quoi cela peut-il influencer sur la justice de la thèse qu'ils défendent ? Monatte se trompe en posant la question sur ce terrain et en jetant dans cette diversion le poids de son passé.

Si nos camarades, dits du Centre, se prétaient à cette manœuvre, ils ne pourraient qu'être désapprouvés par l'Internationale dont la politique française est basée sur leur accord avec la Gauche.

...Et puis, qu'entend Monatte par *Gauche Ouvrière* ? Une fraction dressée contre le reste du Parti et s'attaquant demain à son Unité ? Si c'est cela, il trouvera tout le Parti contre lui.

S'il veut rapprocher le Parti des masses laborieuses ; faire qu'un souffle prolétarien l'anime afin qu'il devienne *en fait* le véritable interprète des besoins et des aspirations prolétariennes... alors nous sommes avec lui.

Mais pour ce faire, il n'est pas besoin de fraction, nous avons nos sections, nos fédérations, nos Congrès nationaux. Apportons nos thèses, travaillons sans relâche à les faire connaître et apprécier, nous rendrons mieux service au Parti de notre classe.

Le Conseil National devra examiner certaines questions importantes, savoir :

Finances. — Il doit éteindre notre dette en revisant notre système de cotisation, en réduisant notre appareil au strict minimum.

Utilisation des parlementaires. — Il doit organiser une campagne immédiate de recrutement ; incorporer les élus dans l'appareil du Parti ; répartir le travail entre la section de garde au Palais-Bourbon et celle d'agitation dans le pays.

Politique générale. — Il doit tirer la morale des élections et étudier leur répercussion nationale et internationale, constituer ses cellules d'usines, livrer bataille pour les revendications immédiates, etc.

Monatte comprendra qu'on sert davantage le Parti en substituant à la politique indigeste de l'anti-Treint, des propositions de travail pratique, méthodique et sérieux.

Roger RIEU.

Seconde Réponse à Treint

La réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usines

De divers côtés, on me confirme que, non seulement les commissions syndicales existent simplement sur le papier, mais qu'en certains endroits l'esprit communiste ouvrier est brimé par l'esprit politicien — Treint ne manquera pas de voir là une sage résistance au loup syndicaliste — et que chez beaucoup de militants communistes on aperçoit comme une phobie de l'action syndicale.

Tout cela n'est pas surprenant. Depuis longtemps je l'avais senti ou constaté. Pourtant l'on parle à tout propos de prolétariser le Parti. Il s'agit, sans doute de s'entendre sur ce que l'on comprend par cela.

En tout cas, si l'on n'y porte pas remède, il est facile de prévoir que le vieil esprit social-démocrate regagnera le terrain perdu, derrière un camouflage provisoire et faussement orthodoxe.

Jusqu'ici, c'est par la voie syndicale surtout que le Parti pouvait recevoir de nouveaux éléments ouvriers et s'imprégner de l'esprit prolétarien. L'Internationale s'en était parfaitement rendu compte. Et Zinoviev ne peut savoir à quel point il avait raison lorsqu'il déclarait au IV^e Congrès :

« Après deux ans de parti communiste en France, une bonne partie des communistes, qui seront les meilleurs éléments de notre futur Parti communiste, se trouvent en dehors du Parti communiste actuel, dans les rangs des syndicats. »

Qui n'a vu, dans les circonstances critiques, des syndicalistes-communistes, simples sympathisants du Parti, faire la besogne que les membres du Parti auraient dû faire et ne faisaient pas? C'est, d'ailleurs, ce que des adversaires ont reproché longtemps aux syndicalistes-communistes de mon acabit, avant que nous prenions notre carte de membre du Parti. « Ils n'en sont pas membres, disaient-ils, et cependant ils sont toujours les premiers à défendre le Parti lorsqu'il est attaqué. »

Aujourd'hui ces gens s'amuse de voir de quelle façon on nous traite. Certes, si nous étions des communistes de la dernière pluie, nous prendrions mal certains procédés, mais nous en avons vu d'autres et savons tenir le coup. Membres du Parti, convaincus de n'y être que pour préparer et servir la révolution, nous sourions de nous entendre classer à droite, cette droite qui se trouve, paraît-il, tout près de la porte et de l'escalier. Nous pensions bien qu'une fois à l'intérieur du Parti cela n'irait pas tout seul. Et nous le voyons.

J'ai montré l'autre fois qu'au sujet des commissions syndicales, mon crime, je pourrais dire notre crime, était imaginaire et qu'au contraire c'est nous qui demandons, sans l'obtenir, que les commissions syndicales fonctionnent réellement et utilement.

Je voudrais démontrer aujourd'hui que supposer de notre part une hostilité préconçue aux cellules d'usines est une pure stupidité.

Plus fortement que personne nous désirons accroître le contingent ouvrier du Parti et imprégner

celui-ci d'esprit prolétarien et révolutionnaire. Hier, le Parti pouvait surtout se prolétariser par son travail syndical; aujourd'hui il le peut, d'une autre manière encore, par le travail des cellules d'usines. Nul ne veut d'une volonté plus forte que le Parti soit, non l'organisation des électeurs, mais l'organisation de l'élite prolétarienne, de l'avant-garde ouvrière pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

En raison de cela nous ne voulons pas qu'après avoir saboté l'idée des commissions syndicales on sabote celle des cellules d'usines. Nous voulons qu'on n'ait pas l'air de faire des cellules après avoir eu l'air de faire des commissions syndicales. Nous ne voulons pas qu'après avoir joué un an ou deux avec le joujou des commissions syndicales on fasse un joujou nouveau des cellules d'usines.

Dans les thèses du III^e Congrès sur l'organisation des partis communistes, auxquelles il est de mode ces temps-ci de nous renvoyer, il est une recommandation que nos accusateurs ne feraient pas mal de se rappeler :

« Ce qui est particulièrement important, c'est que cette organisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir dans chaque organisation tous les membres suivant un schéma formel en petits noyaux et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. *Un tel début serait pire que l'inaction.* Il provoquerait aussitôt la méfiance et l'éloignement des membres du Parti contre cette importante transformation. »

Quand j'ai vu les cellules d'usines commencer leur travail par des réunions publiques de leur usine, c'est vrai, j'ai été effrayé. J'ai exprimé mes craintes à la commission syndicale centrale. Je trouve, en effet, que nous abusons de la réunion publique, que tous nos groupements ne savent rien faire d'autre qu'organiser des réunions à grand ou à petit tam-tam. On dirait qu'ils ignorent tous les autres moyens de propagande et qu'ils ne se rendent pas compte que les travailleurs, les militants y compris, ont marre de n'entendre que des discours.

J'ai craint aussi que, par ce système, les militants de nos cellules ne soient fauchés par le patronat. L'expérience n'a que trop vérifié l'exactitude de cette prévision. Or, loin de faire vider nos militants, nous devons réagir contre l'état d'esprit qui les emporte trop souvent à circuler d'une usine à l'autre, sans se fixer nulle part. C'est ainsi que nos militants n'arrivent pas à conquérir une influence réelle et solide. Comment obtiendraient-ils la confiance de leurs camarades d'atelier quand ils ne font que passer? Comment les usines auront-elles des guides expérimentés et sûrs dans leurs périodes de lutte tant que nos camarades ne connaîtront pas mieux l'air de la maison et les conditions particulières de la lutte? La confiance ne vient pas en un jour, elle se gagne lentement. En faisant faucher nos militants, nous les empêcherons de gagner et mériter cette confiance.

Dès le début aussi, j'ai vu plus particulièrement, trop particulièrement peut-être, mais je n'arrive pas à disjoindre l'effort syndical de l'effort communiste, le travail utile que les cellules communistes peuvent accomplir au point de vue syndical. A la récente conférence des secrétaires fédéraux, un camarade des Bouches-du-Rhône disait qu'il n'admettait de la part des cellules un travail syndical important que dans le seul cas d'une usine, d'un millier d'ouvriers par exemple, où les communistes seraient une poignée infime et les syndiqués très rares. Je lui ai demandé alors si ce n'était pas là l'irrage réduite de tout notre mouvement ouvrier français.

Sur les 15.000 ouvriers de chez Renault, combien de communistes? Combien de syndiqués? Par quels moyens la cellule communiste commencera-t-elle son travail? N'est-ce pas en poussant le recrutement syndical, en même temps qu'elle tâchera de diffuser les idées communistes, en même temps qu'elle se fera l'écho protestateur des multiples abus qui se commettent journellement?

L'adversaire des cellules que je serais a demandé aux cellules d'alimenter la rubrique des « sales boîtes » de l'*Humanité*. Cette contribution aurait été la première ébauche du journal d'usine. J'attends encore que les cellules nous fassent des envois.

Ah! si. Un jour j'ai reçu et publié une note signée de la cellule de la manufacture d'allumettes de Pantin et attaquant un chef d'équipe. Le lendemain, je recevais un bleu envoyé par un militant communiste de la manufacture et contresigné par tous les ouvriers de l'équipe, déclarant que les faits signalés étaient inexacts; déclarant en outre qu'aucun des membres du Parti travaillant à la manufacture ne connaissait l'existence de la cellule et n'avait été convoqué pour sa constitution.

Si c'est ainsi que l'on comprend le fonctionnement des cellules, on peut reprendre la formule de l'Internationale et dire qu'un tel début est pire que l'inaction.

**

Je maintiens qu'il y a eu deux périodes dans la question des cellules d'usines: avant et après la circulaire explicative de l'Internationale, publiée à la fin de janvier.

Avant, nous avons tous pataugé et, si nous voyons plus clair aujourd'hui, c'est-à-dire où nous voulons aboutir pratiquement, il reste encore à étudier les moyens adéquats à notre situation française et à fixer les tâches définies et concrètes que doivent accomplir les cellules.

Il faut transférer le Parti de la base des sections de quartier sur celle des cellules d'usines, c'est entendu. Mais la France n'est pas un pays de grande industrie, mais l'industrie parisienne ne compte pas seulement des usines rassemblant des milliers d'ouvriers. La plus grande part des ouvriers membres du Parti travaillent-ils dans la grande industrie? Ce n'est pas sûr. Beaucoup travaillent dans la moyenne ou petite industrie, soit que les conditions de travail y soient supérieures et moins draconiennes, soit qu'ils y aient été rejetés par la chasse aux militants faite par le patronat.

Cette situation de fait, ne peut être méconnue. Elle oblige à entrevoir, pour une période assez longue, la co-existence des sections de quartier et des cellules d'usines.

Elle devrait obliger, en outre, toutes nos Fédéra-

tions à recenser les usines, chantiers, magasins occupant dans leur ressort plus de mille ouvriers et à commencer sans bruit, dans chacune d'elles, un travail de pénétration, un travail de termites. L'organisation des cellules, dans les autres, viendrait tout naturellement, par surcroît.

Il ne faut pas copier strictement la structure et les méthodes de travail du parti français sur celles du parti russe. Je ne parle pas de celles du parti allemand, puisque Zinoviev vient d'écrire: « Nous sommes obligés de constater que le P. C. A. n'a pas encore à sa base des cellules d'usines. » Il faut s'inspirer de la structure du parti russe, sans oublier que les cellules d'usines n'ont pas en Russie à redouter les coups du patron. Si nous voulons sauvegarder nos membres et leur action, des précautions sont nécessaires. Cette prudence ne peut s'appeler de la lâcheté.

Et maintenant, comment assurer la prédominance dans le Parti à l'élément prolétarien, aux membres des cellules? Le moyen me paraît simple. En reconnaissant aux cellules leur droit de représentation dans toutes les assemblées et Congrès du Parti. Ainsi, les éléments prolétariens auront une double représentation, celle de la cellule et celle de la section de quartier à laquelle ils continueront de participer. Ce double poids assurera leur prédominance certaine. Les autres systèmes me paraissent trop compliqués et je doute qu'ils puissent fonctionner.

**

Voilà comment j'entends affaiblir l'action communiste dans les usines. Je pense que les différents essais de conseils d'usines n'auraient pas été des feux de paille s'ils avaient pu s'appuyer au sein de chaque usine sur la cellule communiste ayant ses propres tâches et sur la section syndicale d'usine ayant les siennes.

Ces trois organismes, nous n'arriverons pas à les faire jouer sans heurts du premier coup. Mais que les expériences nous profitent! Or, on ne paraît guère se soucier de tirer le fruit des expériences que le mouvement nous amène à faire. Au lendemain de la grève Citroën, j'ai demandé avec insistance et obtenu la promesse d'une réunion commune où des militants du Parti, appartenant les uns à la cellule, les autres aux syndicats, les autres enfin au conseil d'usine pour étudier les frottements qui s'étaient produits entre eux et rechercher le moyen que de tels accrocs ne se reproduisent plus en pareille circonstance. La promesse n'a pas été tenue. La réunion n'a pas eu lieu. Le bénéfice d'une expérience-type a été perdu. Je veux croire que c'est simplement parce qu'on n'en a pas vu l'intérêt.

Pierre MONATTE.

P.-S. — Ma première réponse à Treint, l'autre semaine, était embellie de deux coquilles de taille.

J'avais écrit, avant-dernier paragraphe de la 2^e colonne, page 461, que « la présence et l'action des ouvriers auraient tonifié le Parti ». On m'a fait dire : *terrifié*...

Pour terminer, je disais: « En quittant les C.S.R., je me réjouissais d'avoir fui Besnard et ses continuels. « Il faut se situer, camarades... » En entrant dans le Parti, j'ai retrouvé Besnard sous les traits d'Albert Treint. Avouez que je n'ai pas de chance. »

On m'a fait dire *oui* au lieu de *fui*.

Non, décidément, je n'ai pas de chance. — P. M.

SUR LES THÈSES

Une fois de plus les militants du Parti sont en présence de textes qui doivent définir la ligne de la section française de l'Internationale Communiste.

Comme chaque fois à la veille de Congrès, des camarades croient ne pas être assez renseignés, n'avoient pas eu le temps d'étudier, de se faire une opinion. Ce point de vue est moins que jamais admissible. Les points dont il est question dans les thèses n'ont pas vu le jour avec leur traduction actuelle. Celle-ci n'est plutôt que le jugement retardé d'événements qui se sont produits au cours de l'année dernière et au début de 1924. Il est, des camarades qui, ne lisant pas, ne s'acharment pas au communisme comme nous devrions le faire tous, ne sont au courant des questions que superficiellement, se laissent surprendre par elles chaque fois. Les textes définitifs sont là, et pour nous prononcer nous ne pouvons pas attendre que le dernier des 100 % des membres du Parti ait parcouru toute la documentation qu'il faudrait quant aux choses de Russie, d'Angleterre et d'Allemagne.

Il y a la motion Souvarine. A première lecture, celui qui n'aurait pas suivi les articles de Souvarine ces derniers temps pourrait conserver des illusions sur ce camarade et être induit à approuver, ne serait-ce que d'une manière générale, son texte.

Il serait trop long de mettre ici en parallèle tout ce que Souvarine a écrit et qui est en dissemblance complète avec ce qu'il affirme aujourd'hui être sa façon de penser.

Ainsi sur la question allemande : « La faute principale du Parti allemand fut de n'avoir pas su changer à temps de tactique, alors que la situation était devenue brusquement critique, de n'avoir pas su rompre au moment opportun avec les social-démocrates et passer à la lutte ouverte pour le pouvoir. Méconnaissant l'esprit révolutionnaire de la tactique du front unique, oubliant les avertissements et les conseils de l'Internationale, la Centrale s'est engagée dans une procédure parlementaire qui a freiné le mouvement révolutionnaire. »

Plus explicitement encore, Souvarine avait écrit dans le *Bulletin Communiste* n° 10, du 7 mars dernier : « Ce n'est pas révéler un secret que de dire que l'opinion de l'Exécutif, quand elle fut connue des principaux militants du Parti français, n'a fait en général que confirmer leur opinion sur les erreurs d'appréciation ou les fautes tactiques commises par les dirigeants du mouvement allemand. Le seul membre de la direction de notre Parti qui se posât en champion de la droite allemande, Treint pour ne pas le nommer, ne convainquit jamais aucun de nous. Nous sommes donc d'autant plus à notre aise pour approuver les thèses de l'Exécutif sur la situation du Parti allemand. »

Or, qu'écrivait Souvarine trois semaines après le recul de Chemnitz ? Précisément ceci (*Bulletin Communiste* 46, 15 novembre 1923, péripétie d'une guerre civile) : « La Centrale du Parti allemand, pour tant résolue à l'action décisive, mise en présence du vote de Chemnitz, décida une retraite et se borna à proclamer une grève de protesta-

tion de trois jours, estimant qu'une grève générale insurrectionnelle ne pourrait aboutir qu'à un massacre. Elle a bien fait. Contre les 600.000 hommes de la réaction, il faut soulever des millions de prolétaires, faute de quoi la défaite est certaine. L'occasion manquée en Saxe fut une occasion de renouveler la faute de Spartacus. Nous approuvons la Centrale d'avoir eu le courage de décider un recul, plutôt que de lancer le Parti à un héroïque désastre.

« Il est compréhensible que les éléments les plus impatients de combattre aient été déçus et mécontents du piétinement sur place décidé par la direction responsable du Parti. Leur sentiment s'est exprimé au Conseil National convoqué pour délibérer des derniers événements et de la tactique de la Centrale. Des délégués de Berlin, de Hambourg et Kiel, de Silésie et de la Ruhr, ont critiqué la prudence de la Centrale, estimant que celle-ci avait laissé passer l'heure de l'attaque. Mais la majorité a donné raison à la Centrale et nous nous en félicitons, tant pour la révolution allemande que pour le mouvement révolutionnaire mondial. »

Et voilà. Et c'est avec le même « oubli » de ce qu'il a écrit lui-même, ou plutôt la même croyance que ceux qui lisent ne se souviendront pas, que Souvarine parle des perspectives révolutionnaires, de la situation présente, de la tactique de l'Internationale, du front unique, du programme d'un mouvement ouvrier. Quant à la question russe, lui, Souvarine, qui écrivit (*Humanité*, 13 juillet 1922) : « Il est excellent que la section de Fontenay-sous-Bois polémique avec Zinoviev, car il ne faut pas, dans l'Internationale, accepter aveuglément ce qui vient de Moscou », puis (*Bulletin Communiste* 49, 6-12-23) : « Tout cela (les décisions du 10^e Congrès sur la démocratie ouvrière) est plein d'intérêt et, après avoir posé la question, nous aurons à l'étudier. Car les communistes français doivent, comme ceux de Russie et d'ailleurs, faire leur profit de l'expérience révolutionnaire, car les affaires des communistes russes sont aussi nos affaires. » Souvarine qui consacra de sa seule autorité — avec la partialité que l'on sait — un nombre important de pages des *Bulletin* de décembre, janvier et février à la question russe, Souvarine vient maintenant accuser « on » « d'avoir transporté la discussion dans l'Internationale, dans des milieux complètement dépourvus de la préparation nécessaire. » (Cours nouveau, préface B. S., page 9.)

Qui comprendra cela, si ce n'est ceux qui comprennent trop ?

Le passage sur « le rôle éventuel de l'Internationale étant de rechercher la base sur laquelle le Parti dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale », a été, j'espère, assez percé à jour pour n'y plus insister.

Que n'était-il tel que dans sa motion, Souvarine, lors de la significative lettre du Comité Directeur au parti travailliste, ou dans ses articles du *Bulletin Communiste* sur le Labour Party ?

Donc la motion Souvarine n'est qu'un masque.

Un masque à chloroformer le parti français si celui-ci se laissait faire.

Le camarade Monatte a présenté une déclaration. Elle ne dit pas grand-chose de nouveau, cette déclaration. Déjà, à l'assemblée fédérale de la « Bellevilloise » du 16 juillet dernier, parlant des commissions syndicales, Monatte n'avait-il pas dit, entre autres choses qui, si elles ne peuvent être écrites ici, ne laisserent du moins aucun doute sur son esprit, aux camarades présents « Vos commissions syndicales, où sont-elles ? Sur le papier. »

Eh bien ! oui, beaucoup de commissions syndicales étaient sur le papier, et beaucoup avaient déjà eu de la peine à être sur le papier en raison de ce que, justement, de nombreux camarades avaient fait comme Monatte, négligé de fournir leur feuille de recensement.

Aujourd'hui, Monatte déclare que les commissions syndicales n'ont pas fonctionné, et va jusqu'à dire « qu'on n'a pas voulu les faire fonctionner ».

Un tel reproche, si quelqu'un le mérite dans le Parti, c'est Monatte.

Monatte est membre de la commission syndicale du Livre. Cette commission syndicale, depuis plus d'un an, s'est réunie onze fois. Monatte a été présent une fois, à la première réunion. Les autres fois, les convocations de toutes sortes, par la presse, individuelles, personnelles, rien n'y fit.

Lorsqu'il s'est agi de créer dans la Fédération du Livre réformiste — à laquelle Monatte appartient et où, au moment de la scission, il préconisa l'autonomie — un mouvement favorable au front unique (ce dont Monatte parle tant !), on vit des camarades communistes dévoués, mais sans influence, mais Monatte, point. De même, lorsque la vieille fédération se dressait contre Jouhaux à propos du *Peuple*, Monatte ne disait rien.

Tandis qu'au contraire, quand la commission syndicale du Livre voulut exercer son droit de contrôle sur l'activité syndicale d'un de ses membres — contrôle reconnu nécessaire par la suite — elle trouva, pour l'en empêcher, la majorité de la commission syndicale centrale, et avec à sa tête Monatte.

La commission syndicale centrale dont le camarade Monatte fait partie n'a fourni, malgré la facilité qui est donnée aux organismes de la presse du Parti d'avoir de la documentation, aucun élément pour animer l'action des commissions syndicales d'industrie. De plus, alors qu'il y aurait eu lieu d'expliquer, de commenter, de faire saisir aux syndiqués communistes, afin qu'ils les transportent dans les syndicats, les idées des Conseils d'usines, les décisions de Congrès et de la 3^e session du Conseil Central de l'I. S. R., le mot d'ordre du gouvernement ouvrier (il ne faut pas oublier que la C.G.T.U., qui a adopté à Saint-Etienne le principe de la dictature du prolétariat, est le milieu qui saisira avec le plus d'intelligence le mot d'ordre du gouvernement ouvrier), au moment du Congrès de Lyon, le camarade Monatte se contenta de faire, au lieu d'un rapport sur la question syndicale, un rapport oral sur les commissions syndicales.

Pour ce qui est des commissions syndicales, le

système à Monatte est connu, on l'a toujours vu, dans les partis, dans les syndicats, dans les associations, les groupes et les clubs ; ce système est celui des gens qui ne font rien, rien, mais qui crient après ceux qui travaillent.

Tout en disant ne pas vouloir prendre parti dans les grandes questions, Monatte n'en soutient pas moins — en partie sans qu'il s'en doute — la droite internationale. Tout en affirmant son ignorance sur la question russe, il se fait l'écho des assertions des amis de l'opposition russe. Sur la question allemande, il suit la méthode de la droite allemande : de jeter le voile sur les conditions dans lesquelles celle-ci participa au gouvernement ouvrier de Saxe. Sur la question anglaise, il approuve encore la fameuse lettre du 5 février au Labour Party.

Il n'est pas donné à tous d'être après avoir été.

Monatte est un simple syndiqué. Il ne faut pas confondre son attitude pendant la guerre avec le communisme. Les vrais syndicalistes du rang, ceux qui étaient et sont restés la sève de la C. G. T. U., n'ont pas plus « coupé » que Monatte lui-même dans la défense nationale de 1914.

Et puis, qu'est-ce que ça signifie de dire : « Je connais un conseiller municipal du Parti qui ne sait pas où placer une « pissotière », mais qui se prononce sur la question russe », et d'écrire : « Il ne suffit pas de faire son *mea culpa* sur la poitrine du voisin ou bien encore sur le sein de la déesse abstraction » ?

Cela, c'est du confusionnisme, mais du confusionnisme qui ne se borne pas là. Le mal est plus profond chez Monatte : « Syndicalisme et communisme, c'est les deux faces d'une même tête », affirmait-il ces jours-ci. Puisque Monatte parlait de la déclaration distincte du Congrès de Paris, pourquoi n'aurait-il pas lu tous les commentaires qu'en fit Trotsky au 4^e Congrès mondial ? N'aurait-il pas vu (*Bulletin Communiste* 2-3, 11-18 janvier 1923, page 23) qu'en passant un savon à ses co-signataires communistes, Trotsky traitait comme de raison le cas qui est aujourd'hui spécial à Monatte ? Chez les autres signataires, la confusion était innocente, tandis que celle de Monatte, aujourd'hui, est plus épaisse, elle est de celles qui sont néfastes à qui en est atteint. Monatte est bien plus près de Pierre Besnard que de Lénine.

La thèse de la majorité du Comité Directeur est seule digne de notre Parti. Elle résume l'expérience de tous les matériaux qui ont pu être recueillis sur les questions traitées. Tout militant bien au courant y trouvera dans chaque ligne l'écho profond de tout ce qui a été dit et écrit. Elle est une vivante adaptation de la pensée communiste forgée dans les Congrès et dans nos livres aux divers et complexes événements de l'Europe actuelle. Non seulement elle contient les justes critiques des vraies erreurs commises, tant en France que dans les autres sections de l'Internationale ; non seulement elle fait un examen exact de la situation économique et politique en France, de ce que sera la situation prochaine et la tactique du Parti communiste, mais aussi elle apporte un réalisme vital en ce qui concerne l'organisation intérieure de notre Parti.

Bien que rédigée en termes très mesurés au point de vue révolutionnaire, la thèse adoptée par la majorité du Comité Directeur est impeccable

par rapport à l'Internationale Communiste et au développement de la révolution mondiale.

Pour qui a étudié notre Parti et les hommes de sa direction, il est indéniable que des signataires membres du Centre du Comité Directeur ont dû faire un réel effort sur eux-mêmes pour mettre leur nom au bas de cette motion. Car cette motion est en grande partie la sanction de la conduite de la gauche du Comité Directeur, conduite sans équivoque, de camarades dont le cerveau travaille réellement, est sans cesse en éveil, et surtout en contact avec les travailleurs du Parti qui ont horreur du réformisme sous toutes ses formes.

Pour que la thèse de la majorité du Comité Directeur porte ses fruits, il faut qu'elle soit adoptée sans arrière-pensée, dans l'esprit de la gauche.

Car c'est la gauche, par Treint, qui a la première, bien des mois avant le rapport des experts, par l'analyse interne du capitalisme, le mieux prévu l'hégémonie du capital américain sur l'Europe. Car c'est la gauche, par Treint, qui a vu juste dans la politique des gouvernements de Londres et de Paris. Car c'est la gauche, par Treint, qui a apprécié quand et comme il fallait les facteurs subjectifs dans la situation révolutionnaire objective de l'Allemagne en octobre.

C'est encore la gauche, par Treint, qui a vu clair dans le jeu des adversaires du Comité Central russe, de même qu'elle a observé tous les enseignements de Marx et de Lénine dans l'arrivée des travaillistes au pouvoir.

C'est la gauche, par Treint, qui ayant écrit dès le début de 1922 : « Le meilleur article en langue française sur le front unique » (discours de Trotsky, 8 juin 1922, brochure *Le Salut du Parti communiste français*, page 23), n'a cessé de préconiser en France la juste méthode d'application du front unique.

C'est enfin la gauche, par Treint, qui, outre le mot d'ordre du bloc ouvrier (venu de l'Internationale) et l'action générale du Parti, contribua au succès des élections de dimanche par l'influence de la motion Treint. Motion dont les plaies d'amour-propre qu'elle a causées à certains ne sont pas près d'être fermées.

Nous avons la ferme espoir que notre Parti français, laissant là les frais de quelques tristes augures, se prononcera résolument, sans réserve, pour la thèse du Comité Directeur, pour l'indéfectible attachement à l'Internationale.

Gaston FAUSSECAVE.

Lénine et les Ouvriers

Dans un article consacré à la mémoire de Karl Marx, Rosa Luxembourg écrivait :

« Si nous voulions formuler en quelques mots tout ce qu'a fait Marx pour le mouvement ouvrier contemporain, nous dirions qu'il a découvert la classe ouvrière contemporaine en tant que catégorie historique, c'est-à-dire, en tant que classe, avec des conditions d'existence et des lois de développement historique déterminées. »

Lénine a eu un plus grand bonheur : il a conduit à la bataille la classe ouvrière « découverte » théoriquement par Marx et l'a fait passer, dans un pays au moins, de « classe inférieure » au rang de *classe dominante*. Son génie a créé une organisation internationale des ouvriers, qui s'est assigné la tâche de réaliser dans les autres pays ce qui a été fait en Russie.

Mais si Lénine n'a pas eu à « découvrir la classe ouvrière », cette dernière a découvert Lénine lui-même. Dès les premiers signes avant-coureurs de la révolution prolétarienne mondiale, elle a senti en lui son chef véritable. Lénine lui-même ne s'est jamais senti qu'un ouvrier, élevé par le cours des événements à la première place. Par toute sa façon d'agir, il semblait nous dire : « Je ne suis qu'un des ouvriers avancés ; j'ai eu la chance d'avoir de l'instruction et du talent ; ma tâche est de rassembler tous mes autres camarades et de les mener au combat. »

Par des milliers de fils invisibles, cet état d'esprit de Lénine se transmettait de cœur en cœur parmi les masses ouvrières sans-parti.

L'amour profond de ces dernières pour Lénine se manifesta pour la première fois avec une force particulière en 1918, lorsque, atteint par les balles des socialistes-révolutionnaires, Lénine luttait con-

tre la mort. Qui pourrait oublier l'afflux de résolutions, de déclarations dans lesquelles les ouvriers affirmaient alors leur amour, leur tendresse et leur vénération pour leur chef ?

La masse ouvrière dispense l'éloge avec parcimonie. L'ouvrier du rang est modeste et il éprouve une certaine pudeur à exprimer ses sentiments, même pour les chefs qu'il aime. Mais, pour Lénine, il a trouvé en 1918 des paroles qui font de quelques résolutions de sans-parti de véritables œuvres littéraires.

Il en est de même, mais sur une plus vaste échelle encore, maintenant que Lénine n'est plus.

Qu'on lise, par exemple, le passage suivant de la lettre de l'ouvrière Nikiforova sur la mort de Lénine :

« Père chéri ! Tu as quitté tes enfants pour toujours... »

« Nous savons que bientôt viendra l'heure où, de tous les pays du monde, on viendra déposer des couronnes sur ta tombe encore fraîche.. »

« Elle sera arrosée des larmes de tes enfants qui t'aimaient si tendrement et te seront éternellement fidèles... »

Qui pourrait douter que ces mots traduisent l'état d'âme des meilleurs éléments de la classe ouvrière ?

Une seule larme d'une telle ouvrière est la meilleure récompense pour un chef prolétarien.

Ceux qui ont vu des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers attendant dans un silence religieux leur tour pour entrer dans la Salle des Colonne rendre leur dernier hommage au défunt, n'oublieront jamais ce spectacle d'une grandeur sublime..

Ceux qui connaissent les sentiments des ouvriers

russes pour Lénine ne doutaient pas qu'en réponse à la mort de son maître, la masse ouvrière sans-parti dirait son mot. Mais nous ne savions pas exactement ce que serait ce mot. Maintenant, nous le savons. Les ouvriers sans-parti affluent en masse dans les rangs du parti créé par Lénine.

A Pétrograd et à Voronéje, à Kiev et à Kharkov, à Moscou et à Ivanovo-Voznessensk, dans le bassin du Donetz et au Caucase, partout le spectacle est le même : saluant respectueusement la dépouille de Lénine, les ouvriers sans-parti, sans phrases et résolument, expriment leur désir d'être admis dans le P. C. R.

Des usines entières décident d'entrer en bloc dans le Parti ou de « choisir les meilleurs et de les envoyer dans le Parti ».

C'est là un phénomène exceptionnel et dont on ne saurait s'exagérer l'importance. Le Parti l'étudie avec attention, le comprend et en tire les déductions pratiques qu'il comporte.

« Nous, sans-parti, avons résolu d'infuser notre force à l'organisme du P. C. R., ébranlé par la perte de son maître et chef, en entrant dans ses rangs. » Voilà ce qu'écrivent les ouvriers sans-parti de la fabrique de cartouches de Moscou.

Le meeting de la fonderie *Moskoust* et de l'usine *Motomachina*, tenu dans la matinée du 23 janvier, a réuni environ 400 ouvriers, dont 99 ont exprimé le désir de s'affilier immédiatement au Parti. La cellule de l'usine *Krassny Kojevnik* a reçu des dizaines de lettres dans lesquelles les sans-parti expriment le même désir. « Que les plus fermes aillent dans les rangs du P. C. R., auquel nous donnerons nos meilleures forces. »

Les grandes usines de Pétrograd et des autres villes font des déclarations analogues. « Cinquante ouvriers sans-parti se sont rassemblés et ont choisi cinq des plus fermes d'entre eux pour les envoyer dans les rangs du P. C. R. » : telle est une des résolutions qui nous arrivent maintenant par dizaines.

Le mouvement ne fait encore que commencer. Il faut savoir le comprendre, le soutenir. A sa récente conférence, notre Parti avait décidé d'attirer au cours de l'année, dans ses rangs, 100.000 nouveaux membres recrutés exclusivement parmi les ouvriers travaillant à l'atelier. Cette décision avait été prise avant la mort de Lénine. Si elle était juste et profondément vitale avant le 21 janvier, jour où Lénine nous a quittés, elle l'est encore bien plus maintenant.

Nous ne parlons pas des milliers de résolutions d'ouvriers sans-parti qui, sous une forme générale seulement, parlent de la nécessité de « renforcer notre P. C. R. ». Nous ne parlons pas de ceux qui, uniquement sous l'impression du moment, affirment leur dévouement à notre Parti : nous ne doutons pas que si nous proposons aux centaines de milliers d'ouvriers qui ont défilé ces jours-ci dans la Maison des Syndicats de s'affilier à notre Parti, la bonne moitié le ferait avec la plus grande sincérité. Nous parlons uniquement de la partie la plus forte, la mieux trempée des ouvriers sans-parti dont l'attitude actuelle envers le P. C. R. est le résultat d'un sentiment réfléchi, d'une conviction profonde.

Dans des jours comme ceux que nous traversons, chacun de nous voit combien notre Parti est fort, quelles racines profondes il a poussées dans la masse des ouvriers sans-parti. Avec anxiété, à nos congrès et conférences, nous demandons : Quelle est la quantité de nos membres travaillant à l'établi ? N'est-elle pas trop faible ? Ne nous déta-

chons-nous pas des masses ? C'est là une inquiétude légitime. Nous ne serions pas les continuateurs de Lénine si nous ne nous posions pas ces questions et ne nous efforcions pas de prendre à temps les mesures nécessaires. Mais l'écho qu'éveille la mort de Lénine parmi des millions d'ouvriers sans-parti de notre pays nous montre que la question du nombre de nos membres travaillant à l'établi n'est malgré tout qu'une question secondaire. Nous avons toujours été et nous restons le parti de la classe ouvrière, la chair de sa chair. Les masses ouvrières de notre pays ne connaissent et ne veulent connaître d'autre parti que celui qu'a créé et formé Lénine.

Il faut que nous accordions la plus vive attention à ce remarquable mouvement qui a surgi ces derniers jours dans la masse des ouvriers sans-parti. Nous devons le favoriser de tout notre pouvoir. Si nous parvenons sous peu à attirer dans notre parti une nouvelle couche d'ouvriers, ce sera la meilleure couronne sur le tombeau de Lénine. Ces ouvriers, nous en sommes convaincus, représenteront un excellent élément dans notre parti. Avec l'aide de ce dernier, ils acquerront la trempe et l'éducation marxiste nécessaires et deviendront les dignes continuateurs de l'œuvre de Lénine.

Hier, nous avons entendu par hasard un fragment de conversation entre deux ouvriers : « Qu'allons-nous faire maintenant sans lui (sans Lénine) ? disait l'un. — Oh ! maintenant, le plus difficile est fait, répondait l'autre. Mais qu'est-ce que nous aurions fait s'il était mort il y a trois ou quatre ans ? »

C'est ainsi que les simples ouvriers traduisent dans leur langue les paroles du poète russe :

...Ne dis pas avec douleur : ils ne sont plus,

Mais avec reconnaissance : ils furent...

La perte éprouvée par notre parti a été ressentie comme un malheur par toute la classe ouvrière de notre pays. Le meilleur ami du peuple est mort. Mais, par sa mort même, il a cimenté encore plus fortement la classe dont il était le porte-drapeau.

Plus près, encore plus près des masses ouvrières : telle est notre réponse au mouvement qui se manifeste parmi les ouvriers sans-parti. Par cette politique seulement, notre parti se montrera digne de Lénine.

G. ZINOVIEV.

LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

- L'Etat et la Révolution ;
- La maladie infantile du Communisme ;
- La Révolution prolétarienne ;
- L'Impérialisme ;
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.
- Sur la route de l'insurrection.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

La France, puissance métallurgique

Les concurrents : la métallurgie américaine est la plus puissante. — Les conséquences économiques du traité de Versailles. — Problème de la houille et du fer. — Les racines de l'impérialisme français.

Pour bien comprendre la politique que mène l'industrie métallurgique française, il faut analyser la position qu'elle occupe dans la métallurgie mondiale.

A la fin du XIX^e siècle, c'est l'Angleterre qui, dans la métallurgie, occupait une place prépondérante. Mais son règne a été éphémère. Elle a vite dû céder le pas devant le développement extraordinaire de la métallurgie américaine, puis devant les industries allemande et française.

C'est l'industrie américaine qui domine actuellement la situation. Son trust de l'acier est sans contestation possible la forme la plus haute à laquelle ait atteint l'économie capitaliste. Toute cette formidable machine obéit à une seule volonté et à une seule direction, celle de son président : Gary, qui a su imposer à tous les membres du trust, non seulement une entente quant à la production et le partage du marché, mais aussi une méthode homogène de la production et une politique analogue envers les ouvriers.

A l'égard de la classe ouvrière, il a adopté la politique *nec plus ultra* du capitalisme, la corruption à outrance.

Les ouvriers sont, en effet, intéressés au bénéfice d'une entreprise; on leur distribue des actions du trust en leur accordant un crédit de trois ans; de plus, ils reçoivent une prime spéciale de 5 dollars par action pendant les cinq premières années. De cette façon, le trust de l'acier essaie de créer parmi les salariés une aristocratie ouvrière docile et réfractaire à toute propagande révolutionnaire.

Grâce au développement formidable de son outillage et de ses méthodes de production, il semblerait que le trust américain de l'acier dût envahir le marché mondial et éliminer tous ses rivaux. Néanmoins, il n'en est pas ainsi.

Baldwin, après le voyage d'étude qu'il fit en Amérique, dit en parlant de l'industrie américaine: « J'aime mieux être dans notre peau que dans la leur. » Pour quiconque connaît l'état de l'industrie anglaise, où le chômage fait des ravages, cet optimisme semble fort exagéré; néanmoins, il y a quelque chose de vrai dans cette appréciation.

En effet, l'industrie américaine est gênée dans son expansion par le développement excessif de ses frais de production causé par les salaires relativement hauts des ouvriers américains et la cherté excessive de la vie et des produits.

Si l'on pense qu'un ouvrier du bâtiment américain peut gagner 16 dollars par jour tandis qu'un ouvrier français en gagne 1, le problème devient clair pour tout le monde; les lois prohibitives que s'est données l'Amérique et qui en retombant sur le fermier augmentent le coût de la vie, ne sont pas pour alléger la situation. C'est pourquoi, à moins qu'elle n'ait recours à un « dumping » effréné (vente des marchandises à un prix très élevé à l'intérieur pour se donner la possibilité de les vendre même avec perte sur le marché mondial et dé-

truire ainsi la concurrence, l'industrie américaine sera sur le marché mondial une concurrente contre laquelle la métallurgie européenne saura se défendre (pour plus de sûreté elle protège son marché contre l'industrie américaine, grâce aux tarifs douaniers).

Les principales concurrentes sur le marché européen, ce sont les métallurgies française, anglaise et allemande. Actuellement, l'industrie anglaise paraît distancée tant au point de vue de son rendement qu'au point de vue de son développement technique. Les industries allemande et française possèdent chacune un des éléments essentiels de la production métallurgique : la française possède le fer, l'allemande le charbon.

Toute la politique de ces métallurgies, et par cela même des Etats qui se trouvaient sous leur influence directe, consistait à essayer de réunir entre les mains de l'une ou l'autre le fer français et le charbon allemand. Mais, laquelle devait avoir l'hégémonie dans l'association? C'est la guerre qui devait trancher la question.

Il a été démontré, avec des arguments irréfutables, que les industries des deux pays s'entendaient non seulement *avant* mais *même pendant la guerre*. C'est ainsi que les autorités militaires de l'un et l'autre camps, par un accord tacite, empêchèrent des bombardements qui pouvaient porter préjudice aux établissements industriels de l'un ou l'autre pays (le bassin de Briey en a fourni un exemple).

La victoire de la France et le traité de Versailles, avec l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, s'ils ont augmenté la quantité de fer appartenant à la France, n'ont fait qu'augmenter aussi sa faim de charbon.

Nous donnerons quelques précisions sur la France, en tant que puissance métallurgique.

Richesse en *minerai de fer*:

La France comprend 25 % des réserves du minerai de fer du monde entier et 60 % de celles de l'Europe.

Les réserves de l'Allemagne s'élèvent à 1 milliard 370 millions de tonnes.

Les réserves de l'Angleterre s'élèvent à 1 milliard 300 millions de tonnes.

Les réserves de la France s'élèvent à plus de 7 milliards de tonnes.

Gisements algériens-tunisiens s'élèvent à 1 milliard de tonnes.

Les réserves des Etats-Unis... réserves plus élevées.

Lorsque l'exploitation sera redevenue normale, on estime que la France *produira annuellement* : 43 millions de tonnes de minerai.

Sa consommation intérieure s'élèverait à 26 millions de tonnes; il resterait donc pour l'exploitation 17 millions de tonnes.

Les chiffres pour les productions étrangères sont les suivants :

Production américaine	63 millions de tonnes
— anglaise	16 —
— allemande	7 —

D'après ces chiffres, on peut prévoir que la France exercera le monopole pour la fourniture du minerai.

Pauvreté de la France en *combustible*.

La France possède de nombreuses chutes d'eau grâce auxquelles elle pourrait aménager 9 millions de chevaux vapeur, mais elle manque presque totalement de combustible liquide et elle possède très peu de charbon. Elle compte, en effet, seulement 1 % des réserves houillères du monde. En 1917, les réserves de charbon s'élevaient :

Pour la France, à.....	16 milliards de tonnes	
Pour les Etats-Unis, à...	2	—
Pour l'Angleterre, à	400	—
Pour l'Allemagne, à	200	—

On pense que lorsque les charbonnages des régions dévastées seront remis en état, le déficit, pour la France, s'élèvera à :

22 millions de tonnes de houille;
7 millions de tonnes de coke métallurgique.

L'excédent de la production de la houille sur la consommation, serait :

Pour les Etats-Unis....	+ 21 (millions de tonnes)	
Pour la France	— 22	—
Pour l'Allemagne	+ 10	—
Pour l'Angleterre	+ 77	—

Les chiffres de la production sont :

	France	Allem.	Anglet.	Etats-Unis
Pour le charbon	57	136	287	550
Pour le minerai	43	7	16	63
Pour la fonte..	11	11 5	11	31
Pour l'acier ..	10	12	8	32

Donc, tant que la France se trouvera sous la dépendance des nations charbonneuses, elle sera dans un état d'infériorité écrasante.

Répercussion de la paix de Versailles sur les réserves de :

Allemagne

Fer : Diminution de 70 %.
Charbon : Diminution de 33 %.

France

Fer : Augmentation de 100 %.
Charbon : Augmentation de 40 %.

Nous voyons donc que l'augmentation pour la France est insuffisante; elle lutte difficilement même sur le marché intérieur et grâce à un tarif douanier prohibitif.

En 1921, le coût de la tonne de houille s'élevait :

Pour l'Angleterre, à	Fr. 84
Pour l'Allemagne, à	72
Pour la France, à	280

Ainsi le besoin de charbon et de coke se faisait terriblement sentir dans l'industrie française. De là, son désir de s'entendre avec les détenteurs de la houille, les Allemands. Ce besoin se faisait d'autant plus sentir que l'industrie de la Lorraine, arrachée à l'Allemagne, faisait un tout organique avec l'industrie de la Ruhr et que les entreprises sans lesquelles la fabrication complète du métal est rendue impossible, n'existent pas du tout dans la Lorraine, mais par contre sont très abondantes dans la Ruhr où avant la guerre se faisait cette partie de la fabrication.

Mais si les Allemands et les Français voulaient unir le fer au charbon, les uns et les autres vou-

laient avoir la direction des affaires entre leurs mains, le 51 % d'actions, selon la formule classique. « Nous devons avoir l'influence prépondérante, disaient les Allemands, car notre industrie est techniquement beaucoup plus développée; notre organisation économique est plus puissante, et nous avons un sens des affaires net et plus affiné. » Et ils avaient raison.

« Nous devons avoir l'influence prépondérante, parce que nous avons gagné la guerre », répondaient les Français. Et eux aussi avaient raison.

L'expédition de la Ruhr devait démontrer aux industriels allemands que la raison française est meilleure que la raison allemande.

L'expédition de la Ruhr, en ce qui concerne les intérêts de l'Etat français, a produit des effets désastreux; mais, sur le point dont nous avons parlé plus haut, il est certain que les industriels français ont partiellement atteint leur but.

Et maintenant, à la campagne de haine et de nationalisme effréné dirigée contre l'Allemagne au commencement de l'occupation de la Ruhr, a succédé une ère de causeries positives.

Maintenant, dans toute la presse bourgeoise française, on commence à parler de l'entente nécessaire avec l'Allemagne, de la communauté d'intérêts.

L'industrie lourde française voit grand. Elle pense maintenant à la création, sous son égide, d'un puissant cartel international qui se partagerait « équitablement » le marché. Dans un tel cartel, la France se réserverait la part du lion.

Le développement rapide de l'industrie lourde a produit en France le même effet que dans les autres pays; il a exalté le nationalisme jusqu'à un point inusité. Il a développé un esprit de conquêtes et d'aventures militaires. C'est très compréhensible d'ailleurs, car qui dit métallurgie, dit armements (sans lesquels l'industrie métallurgique serait en proie à des crises de surproduction périodique).

Pour que les masses acceptent les armements, on subventionne la presse afin qu'elle exalte l'esprit patriotique, parle de la guerre qui vient, de l'honneur national, du péril étranger, etc.

J. DURET.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Une lettre inédite de Marx

Dans son livre intitulé : *Karl Marx, sein Leben, seine Werke* (Karl Marx, sa vie, son œuvre), M. Beer écrit qu'on ne sait pas au juste quand ni à la suite de quelles études Marx est devenu socialiste. Essayons cependant de fixer ce point d'histoire.

Marx nous a dit lui-même, dans la préface de *L'Introduction à la Critique de l'Economie Politique*, à la suite de quelles circonstances il quitta la direction de la *Gazette Rhénane* où il avait succédé, à la fin de l'année 1842, au Dr Rutenberg. Les actionnaires du journal, gros bourgeois de Cologne, étaient effrayés par l'attitude radicale que le journal avait adoptée sous la direction de Marx et exigeaient un peu plus de modération dans son opposition au gouvernement. Marx en profita pour donner sa démission, bien heureux de pouvoir retourner dans son cabinet de travail pour se livrer aux études économiques dont il avait cruellement senti la nécessité au cours des mois précédents.

En quittant Cologne, il se rendit en Hollande, puis à Berlin, puis à Kreussnach, où il épousa Jenny de Wespahlen, à laquelle il était fiancé depuis sept ans. Il entama une longue correspondance avec son ami Arnold Ruge, qui s'était rendu à Paris après avoir vu sa revue, *Les Annales allemandes*, interdite par le gouvernement prussien. Marx avait fait la connaissance de Ruge en 1840, à Berlin, où il étudiait la philosophie et la jurisprudence. Ruge était de quelques années plus âgé que Marx et avait déjà, à cette époque, conquis le grade de privatdozent à l'Université de Bonn. Tous deux, ils appartenaient à la gauche hégélienne et tous deux ils se proposaient d'entrer dans l'enseignement universitaire. Mais ni l'un ni l'autre ne donnèrent suite à ce projet. La situation de l'Allemagne de l'époque ne permettait pas à des esprits indépendants d'occuper des postes à Université. C'est pourquoi ils résolurent l'un et l'autre d'entrer dans la carrière des lettres. Tandis que Ruge fondait, à Dresde, les *Annales allemandes*, Marx prenait la direction de la *Gazette Rhénane*. Chacun de leur côté, l'un dans le domaine politique, l'autre dans le domaine philosophique, ils engagèrent une campagne vigoureuse contre le régime semi-absolutiste de l'Allemagne de 1840.

Nous avons vu comment se termina ce premier assaut contre l'Etat prussien : par la démission de Marx de son poste de directeur de la *Gazette du Rhin*, et l'interdiction des *Annales allemandes*.

A cette époque, Marx avait vingt-cinq ans. Il appartenait à ce qu'on appellerait aujourd'hui la gauche radicale. Ses attaques contre l'absolutisme prussien s'inspiraient du point de vue libéral. Mais déjà il se rendait compte de l'impuissance du libéralisme bourgeois pour résoudre les problèmes de toutes sortes qui se posaient devant les esprits indépendants au cours de ces années fiévreuses qui précéderent la révolution européenne de 1848. Le socialisme l'attirait par la nouveauté de ses conceptions, la hardiesse de ses affirmations, la grandeur de son idéal. Mais c'était également un esprit trop averti pour ne pas apercevoir la faiblesse des systèmes utopiques, sous

l'aspect desquels se présentait le socialisme de l'époque.

Sa retraite volontaire à Kreussnach lui fournit l'occasion de combler les lacunes de son instruction universitaire. Jusqu'alors, Marx avait été uniquement un philosophe. Ses études antérieures avaient été consacrées exclusivement à la philosophie. La jurisprudence l'ennuyait et, s'il avait étudié le droit, c'était uniquement pour obéir à son père qui voulait faire de lui un avocat. Mais la mort de son père, en 1838, le décida à abandonner définitivement le droit pour la philosophie.

C'est certainement à Kreussnach que Marx devint socialiste. Il lut attentivement les œuvres des socialistes anglais et français, les encyclopédistes, les physiocrates, les économistes Smith et Ricardo, les sociologues, Saint-Simon, Auguste Comte, Spencer, Stuart Mill, etc., ainsi que l'histoire de la Révolution française.

Marx appartenait, nous l'avons dit, à la gauche hégélienne. Partisan de la méthode dialectique de Hegel, il contestait, au nom de cette même dialectique, les propres conclusions de Hegel, en ce qui concerne le caractère absolu de l'Etat féodal prussien, dans lequel Hegel voyait la réalisation suprême de l'Idée, le terme de tout le développement dialectique de l'histoire. Marx, ainsi que tous les Jeunes-Hégéliens, voyait dans cette affirmation une contradiction flagrante avec les principes mêmes de la méthode dialectique. Il pensait que, loin d'être le terme du développement dialectique de l'histoire, l'Etat féodal n'en constituait qu'une étape, et que les contradictions qu'il engendrait nécessairement devaient tendre à sa suppression et à son remplacement par une forme d'organisation supérieure.

Au cours de l'été 1843, Marx et Ruge décidèrent de publier en France une revue qui entreprendrait, sur de nouvelles bases, la lutte contre les vieilles institutions. La revue serait éditée à Paris, où les esprits indépendants de l'époque avaient plus de liberté que partout ailleurs, et surtout qu'en Allemagne, où régnait la réaction la plus féroce. Elle serait franco-allemande, et se donnerait pour but d'établir des relations intellectuelles étroites entre les esprits indépendants de France et d'Allemagne.

Dans une lettre datée de Kreussnach (septembre 1843) Marx expliquait à Ruge, qui se trouvait alors à Paris, quel devait être le programme de la nouvelle revue. Cette lettre contient en germe toute la doctrine qu'il devait élaborer dans la suite.

Le rôle des révolutionnaires, disait-il, n'est pas de transformer le monde suivant un idéal qu'ils construisent eux-mêmes arbitrairement, mais selon les propres lois de développement du monde. Il ne s'agit pas de proposer au monde un nouveau principe, il s'agit de lui donner conscience de ses propres aspirations, des buts véritables de la lutte qu'il mène, pour lui permettre de mener cette lutte avec d'autant plus de vigueur.

Cette lettre, que nous publions ci-dessous, constitue un document extrêmement précieux, tant pour l'histoire de la formation intellectuelle de

Marx que pour l'histoire du marxisme lui-même. Elle nous montre un Marx non encore complètement dégagé des brumes de la métaphysique hégélienne, mais élaborant déjà dans son esprit les principes fondamentaux de la méthode du socialisme scientifique, en opposition à la confusion et à l'arbitraire du socialisme utopique.

Cette lettre, publiée une première fois en 1844, dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher*, resta longtemps inconnue du grand public socialiste. Ce n'est qu'en 1902 que Mehring la fit connaître à tous les disciples et à tous les admirateurs de Marx, en la publiant à nouveau dans le recueil qu'il fit paraître des *Œuvres posthumes de Marx* (Marx Nachlass).

Elle n'a pas encore été traduite en français.

Marcel OLLIVIER.

Kreusnach, septembre 1843.

Je me réjouis de votre qu'après avoir jeté un coup d'œil sur le passé, vous vous êtes décidé à tourner vos pensées vers une nouvelle entreprise. Ainsi donc, à Paris, la vieille métropole de la philosophie (absil omni !) et la nouvelle capitale du nouveau monde ! Tout ce qui est nécessaire se réalise. C'est pourquoi je suis sûr que vous viendrez à bout de toutes les difficultés, dont je ne me connais d'ailleurs pas l'importance.

Mais que l'entreprise soit ou non menée à bien, je serai à Paris à la fin de ce mois, car l'atmosphère d'ici rend esclaves, et je ne vois absolument pas en Allemagne la possibilité de travailler librement.

Il règne ici un régime de répression brutale ; c'est une véritable anarchie intellectuelle, le règne de la bêtise. D'autre part, Zurich obéit aux ordres de Berlin. C'est pourquoi il est de plus en plus clair qu'il faut chercher un nouveau centre de ralliement pour les esprits libres et indépendants. Je suis persuadé que notre projet correspond à un besoin réel, et les besoins réels doivent être satisfaits. Je ne doute donc pas de l'entreprise, du moment qu'on la prend au sérieux.

Mais les difficultés intérieures paraissent être encore plus considérables que les difficultés extérieures. Car si nous savons bien d'où nous venons, nous ne savons pas au juste où nous allons. Abstraction faite de l'anarchie générale qui règne parmi les réformateurs, chacun d'entre eux doit s'avouer à lui-même qu'il n'a pas une idée bien claire de l'avenir. Mais c'est précisément ce qui constitue l'avantage du nouveau courant, c'est que nous ne nous proposons pas de construire dogmatiquement le monde, mais de dégager le monde nouveau de la critique du vieux monde.

Jusqu'à présent, les philosophes avaient dans leur tiroir la solution de toutes les énigmes, et le monde stupide n'avait qu'à ouvrir la gueule pour que les pigeons de la science absolue lui tombent tout rôtis dans la bouche. La philosophie s'est sécularisée et la meilleure preuve en est que la connaissance philosophique elle-même a pénétré au sein de la lutte douloureuse, non seulement en apparence, mais d'une façon profonde. Si donc nous n'avons pas à construire arbitrairement l'avenir, nous devons nous livrer à une critique impitoyable de l'ordre actuel, impitoyable en ce sens que la critique ne devra pas plus reculer devant ses propres conséquences logiques que devant les conflits avec les puissances du jour.

C'est pourquoi je ne suis pas partisan d'élever un drapeau dogmatique. Au contraire, nous de-

vons nous efforcer d'aider les dogmatiques à faire la clarté en eux-mêmes. Le communisme lui-même n'est autre chose qu'une abstraction dogmatique et par communisme, je n'entends pas un communisme imaginaire et possible, mais le communisme véritable, tel que l'enseigne Cabet, Dézamy, Weitling, etc... Ce communisme n'est lui-même qu'une expression particulière du principe humanitariste infecté par son contraire, l'individualisme.

C'est pourquoi la suppression de la propriété privée et communisme ne sont pas du tout identiques, et ce n'est pas par hasard, mais nécessairement que le communisme a laissé d'autres enseignements socialistes, tels que ceux de Fourier et de Proudhon se constituer en face de lui, parce qu'il n'est lui-même qu'une réalisation particulière, unilatérale du principe socialiste.

Et tout le principe socialiste n'est lui-même, à son tour, qu'un aspect de la réalité de la véritable vie humaine. Mais nous devons nous préoccuper également de l'autre aspect de l'existence théorique de l'homme, par conséquent soumettre à notre critique la religion, la science, etc. En outre, nous devons agir sur nos contemporains et particulièrement sur nos contemporains allemands.

Comment y arriverons-nous ?

Deux faits ne sont pas niables. C'est que la religion, d'abord, la politique, ensuite, sont des sujets qui intéressent au plus haut point l'Allemagne actuelle. Il s'agit donc de leur opposer action à ces deux faits et non pas de leur opposer un système tout fait dans le genre du Voyage en Icarie.

La raison a toujours existé, mais non pas toujours sous la forme raisonnable. Le critique peut donc lier son action à toute forme de connaissance théorique et pratique et, des formes propres de la réalité existante, dégager la véritable réalité comme étant le but auquel elle doit tendre finalement. En ce qui concerne la vie réelle, l'Etat politique contient précisément en lui, dans toutes ses formes modernes, même quand il n'est pas encore rempli d'une façon consciente, par les revendications socialistes, les exigences de la raison. Mais il ne s'en tient pas là, il suppose partout la raison comme réalisée. Mais, par là même, il tombe partout dans la contradiction de sa destination idéale avec ses conditions réelles.

C'est donc ce conflit de l'Etat politique avec soi-même qui donne partout naissance à la vérité sociale. De même que la religion est la table des matières des luttes théoriques de l'humanité, de même l'Etat est la table des matières de ses luttes pratiques. L'Etat politique exprime donc à l'intérieur de sa forme, sub specie reipublicae, toutes les luttes, tous les besoins, toutes les vérités sociales. Ce n'est donc pas descendre de la hauteur des principes (1) que de soumettre à la critique la question politique de l'ordre le plus spécial, telle que, par exemple, la différence entre le système permanent et le système représentatif, car cette question ne fait qu'exprimer, sous une forme politique, la différence entre la domination de l'homme et la domination de la propriété privée. Le critique peut donc, doit même s'occuper de ces questions politiques qui, d'après les socialistes purs, sont indignes de leur attention. En démontrant les avantages du système représentatif sur le système permanent, il intéresse pratiquement un grand parti. En élevant le système représentatif de sa forme politique à sa forme générale et en montrant sa véritable signification, il oblige en même

(1) En français dans le texte. (N. d. tr.)

temps ce parti à se dépasser lui-même, car sa victoire est en même temps sa perte.

Rien ne nous empêche donc de lier notre critique à la critique de la politique, à la participation à la politique, aux luttes véritables et à identifier notre critique avec ces luttes. Mais nous ne nous présentons pas au monde comme des doctrinaires, en arborant un nouveau principe : « Ici est la vérité, agenouille-toi ! » Nous ne faisons que tirer de nouveaux principes des principes mêmes du monde. Nous ne lui disons pas : « Renonce à tes luttes, ce ne sont là que stupidités, mais voici quel est le véritable mot d'ordre de la lutte. » Nous ne faisons que lui montrer pourquoi il lutte, en fait, et nous faisons pénétrer en lui la connaissance, qu'il le veuille ou non.

La réforme de la connaissance consiste uniquement à révéler au monde sa propre connaissance, à le faire sortir des ténèbres où il est actuellement plongé, et à lui expliquer ses propres actions. Notre but ne peut être autre que celui que poursuivait Feuerbach dans sa critique de la religion, à savoir : donner aux questions religieuses et politiques une forme humaine, consciente.

Notre mot d'ordre, par conséquent, doit être le suivant : réforme de la connaissance, non pas au moyen de dogmes absolus, mais au moyen de l'analyse de la connaissance mystique, confuse, qu'elle se manifeste sur le terrain religieux ou politique. Il apparaîtra rapidement que le monde rêve depuis longtemps d'une chose dont il doit avoir nettement la connaissance pour la posséder réellement. Il apparaîtra qu'il ne s'agit pas d'un grand trait d'union entre le passé et l'avenir, mais de la réalisation des pensées du passé. Il apparaîtra enfin que l'humanité n'entreprend aucun travail nouveau, mais qu'elle ne fait que mener à bien, et consciemment, ses anciennes tâches.

Nous pouvons donc résumer d'un mot la tendance de notre revue : donner à notre époque la compréhension de ses luttes et de ses aspirations (philosophie critique). C'est là une tâche pour le monde et pour nous-mêmes. Elle exige l'union des efforts. Il s'agit là d'une confession et de rien d'autre. Pour pouvoir se faire pardonner ses péchés, l'humanité n'a besoin que de se les expliquer :

Karl MARX.

Un exemple de concentration capitaliste

Le trust international de la T. S. F.

On sait toute l'importance que constitue le monopole des correspondances télégraphiques à travers le globe. Jusqu'en ces dernières années, l'admirable réseau de câbles sous-marins qui relient entre eux les divers continents, se trouvait entre les mains des financiers de la City de Londres.

Ils exerçaient ainsi un contrôle permanent sur toutes les nouvelles importantes, qui peuvent amener sur les différents marchés financiers une panique ou une hausse formidable de telles ou telles valeurs ou produits.

Les possesseurs de ces précieuses nouvelles, et la possibilité qu'ils avaient de pouvoir en faire naître à leur gré, leur procurait un avantage incontestable quant à la sûreté de manœuvre en Bourse, où telle nouvelle connue momentanément d'eux seuls leur permettait de prendre telles positions pouvant leur assurer des gains formidables sur le marché.

Ainsi, les Compagnies suivantes faisaient toutes partie du même groupe :

- The Eastern Telegraph Company Ltd ;*
- The Eastern and South-African Telegraph Company ;*
- The Eastern Extension Australasia and China Telegraph Co ;*
- The Western Telegraph Co ;*
- The West African Telegraph Co ;*
- The Europe and Azores Telegraph Co ;*
- The West Coast of America Telegraph Co ;*
- The Direct Spanish Telegraph Co ;*
- The Indo European Telegraph Co.*

On peut voir, d'après les noms des Sociétés citées ci-dessus, que les principales parties du globe se trouvaient desservies par des câbles dont

le contrôle se trouvait entre les mains des financiers britanniques.

Ces lignes ne pouvaient être établies que grâce à des ressources financières importantes, et les gens de la City ne pouvaient trouver meilleur emploi de leurs fonds, qui leur assuraient ainsi une place de premier plan pour les informations qui pouvaient les intéresser.

L'ère de la télégraphie sans fil

Depuis quelques années, cette merveilleuse découverte qu'a été celle de la télégraphie sans fil a ouvert aux trafiquants d'informations des moyens d'action inespérés et peu coûteux.

Il s'agissait seulement cette fois de réaliser un coup de maître en trustant absolument toutes les communications de T. S. F. à la surface du globe.

Et c'est à quoi s'attela un groupe de financiers britanniques, ordinairement appelé groupe Marconi, du nom de Marconi, un des premiers réalisateurs de la télégraphie sans fil. En réalité, le groupe devrait plutôt s'appeler groupe Isaacs, du nom de son président Sir Godfrey Isaacs, président et directeur commercial de la *Marconi Wireless Telegraph Company*, vice-président de *The Federation of British Industries*, et dont le frère n'est autre que Lord Reading, vice-roi des Indes.

Voici les principales filiales de la *Marconi Wireless Telegraph Co Ltd* :

- The Marconi International Marine Communication Co Ltd ;*
- En Argentine : *Compania Marconi de Telegrafia sin Hilos*
- En Australie : *The Amalgamated Wireless Co Ltd ;*

En Belgique : *Société anonyme de T.S.F.* ;
 En Bulgarie : *Banque Hongroise Bulgare* ;
 Au Canada : *The Marconi Wireless Telegraph Co of Canada* ;
 En Chine : *The Chinese National Wireless Telegraph Co* ;
 En France : *Compagnie Générale de Télégraphie sans Fil* ;
 En Hollande : *Nederlandsche Jeintoestellen Fabriek* ;
 En Italie : *Societa Italiana de Serviz Radiotelegrafici et Radiotelephonici* ;
 En Norvège : *Norsk Marconi Kompani* ;
 En Pologne : *Société Radio Technique en Pologne-Radiopol* ;
 En Espagne : *Compania Nacional de Telegrafia sin Hilos* ;
 En Roumanie : *Radioromana* ;
 En Suède : *Svenska Radioaktiebolaget*.

Cette longue liste ne donne pas toutes les sociétés filiales ou associées de la *Marconi Wireless*.

Ainsi la *Compagnie Générale de Télégraphie sans Fil* a été fondée à Paris avec le concours de la *Marconi*, de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et de la *Banque J. de Gunzburg et Cie*.

Sous ce puissant patronage, la *Compagnie Générale de T.S.F.* a formé plusieurs filiales ;

La *Société Radio-France*, qui a obtenu, grâce à un contrat scandaleux passé avec le sous-secrétaire d'Etat aux P.T.T. Deschamps, le monopole total de la télégraphie sans fil en France.

La *Société Radio Maritime* assure les services de T.S.F. à bord des navires.

La *Société Radio Electrique* assure la fabrication de matériel de télégraphie et de téléphonie sans fil.

La *Société Radiola* possède un monopole de fait pour les émissions téléphoniques sans fil.

Radio Orient est le monopole des communications par T.S.F. entre les colonies françaises d'Orient et d'Extrême-Orient et la métropole.

La *Société Radio France* a comme président le vice-président de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. Jules Cambon, qui est aussi président de sa filiale : la *Banque des Pays de l'Europe centrale*.

Rappelons aussi que Jules Cambon est président de la Conférence des Ambassadeurs, organisme gouvernemental interallié où sont représentés la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique et le Japon.

La présence de cet influent diplomate à la présidence d'une des filiales de la *Marconi Wireless* montre la puissance de ce groupe financier, tant au point de vue politique qu'économique.

Le groupement a pu réaliser le trust international de la T.S.F. en s'alliant avec la *Telefunken* de Berlin, où les intérêts de l'*Allgemeine Elektrizitäts-gesellschaft* (A.E.G.) sont représentés, et avec la *Radio Corporation* de New-York qui est en relations étroites avec la *International General Electric Company*, dont le contrôle appartient à *J. Pierpont Morgan and Co*, banquiers à New-York.

Il n'est pas nécessaire de souligner la puissance des Morgan pour remarquer quels alliés influents possèdent à les Isaacs.

Godfrey Isaacs, président de la *Marconi*, est aussi président de la *Anglo Danubian Trading Corporation*, qui patronne plusieurs entreprises

commerciales et fluviales sur le Danube et en Europe centrale.

Les Isaacs sont encore les maîtres de la *British Hungarian Credit Bank* de Budapest, qui contrôle la *First Hungarian Farm and Industrial Corporation*, dans laquelle sont englobées plusieurs affaires agricoles et industrielles en Hongrie.

Le vice-président de la *British Hungarian Bank*, Simon de Krausz, est président de la Société métallurgique hongroise *Liptak*, dans laquelle Hugo Stinnes possède une grosse part d'intérêts.

Dans la *Banque des Pays de l'Europe centrale*, nous trouvons des représentants les plus qualifiés de la *Finance Internationale* ; par exemple, le General Sir Herbert Lawrence, de Londres, qui est un des co-associés de la vieille et puissante maison de banque *Glyn, Mills, Currie, Holt and Co*, de Londres ; administrateur de la *Bank of Roumania* dont le président est le vicomte Goschen, de la famille des Goschen, de Londres, dont en août 1914 un membre était ambassadeur à Berlin.

Le General Herbert Lawrence est aussi président de la *Anglo Austrian Bank* de Vienne, qui étend encore ses tentacules sur l'Europe centrale par la *Anglo-Czechoslovakian Bank* et la *Kroatische Es-compte Bank*.

Nous ne parlerons pas cette fois de cette question si intéressante qu'est la lutte entre groupes capitalistes internationaux pour le pillage des riches régions de l'Europe centrale.

Mais nous avons voulu montrer la puissance du trust international de la T.S.F. et lever en même temps un coin du voile qui couvre si bien les manœuvres et la puissance de la *Finance Internationale*.

DUPLEIX.

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro la fin de « La crise dans le Parti polonais et les tâches prochaines du Parti ».

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

**Sur la Route
de l'Insurrection**

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

Sur le Rôle du Parti Communiste Allemand

(Suite et fin)

La tactique du front unique et les dangers opportunistes

La gauche et le centre du Parti sont d'accord sur le fait que la défaite d'octobre du prolétariat allemand et la crise qu'elle a déclenchée dans le P. C. A. sont causées essentiellement par une série de graves fautes du Parti que l'on doit signaler comme des déviations de droite. Mais le groupe de gauche voit l'origine de ces fautes non seulement dans les défauts mencheviks survivants dans le jeune P. C. A. et qui conduisent à une fausse application de la tactique du front unique ; il la voit avant tout dans cette tactique même. En défendant cette opinion, la gauche attribue ainsi — mais sans le déclarer ouvertement — l'origine de la faute à la direction fautive de l'Internationale Communiste donnée par nos camarades russes. Ce sont ces militants éprouvés dans la lutte qui, guidés par Lénine, ont élaboré cette tactique et l'ont recommandée aux jeunes partis frères. La position du groupe de gauche n'est point d'ailleurs, sur ce point, uniforme ni très claire. Tandis que dans l'attitude officielle de la gauche, c'est seulement la tactique du front unique, telle qu'elle fut formulée au Congrès de Leipzig, qui est rejetée, d'autres camarades, chefs de la gauche, se prononcent, par contre, radicalement contre la tactique du front unique et réclament même une révision des décisions internationales prises jusqu'à ce jour au 5^e Congrès mondial. Ils jonglent également un peu avec le terme même en déclarant qu'il ne faut pas, dans la tactique du front unique, voir autre chose que la tâche de rassemblement, d'organisation et de mobilisation des masses prolétariennes sous la direction communiste. Au contraire, il faut établir que la tâche de rassemblement et de direction des masses prolétariennes par le Parti communiste n'est pas une question de tactique communiste, mais un principe communiste fondamental. Il n'y a certainement pas de possibilité de résolution prolétarienne victorieuse sans que le Parti communiste gagne les larges masses et les dirige.

L'essentiel, dans la question du front unique, ce n'est pas la conquête et la mobilisation des masses, mais une méthode déterminée du Parti communiste pour gagner et mobiliser les masses, une méthode qu'il faut appliquer dans des conditions et pour des buts déterminés. Les décisions des différentes séances de l'Exécutif élargi de l'I. C., comme celles du 4^e Congrès mondial, ne laissent aucun doute à ce sujet. Bref, la tactique du front unique, la voilà : détacher le plus facilement et le mieux possible les larges masses prolétariennes de l'idéologie et de l'organisation social-démocrates au cours d'une période de crise révolutionnaire languissante.

S'appuyant sur les expériences du Parti bolcheviste, guidé par Lénine, l'I. C. a décidé d'appliquer la méthode de la tactique du front unique partout où il faut que, pendant une période de développement révolutionnaire ralenti, le Parti communiste se transforme de petits noyaux en grands partis prolétariens de masses tout en lut-

tant contre la social-démocratie prépondérante et enracinée dans le prolétariat par de longues traditions. Pour appliquer la tactique du front unique, il faut donc trois conditions préalables : a) la crise révolutionnaire ralentie ; b) l'existence de grandes organisations réformistes ; c) un Parti communiste faible, qui doit encore gagner la confiance des masses.

Le véritable but du front unique n'est pas l'alliance permanente avec les organisations réformistes et leur reconnaissance en tant qu'alliées, capables de lutter, mais la désagrégation et l'anéantissement de la social-démocratie comme partis prolétariens de masses, ainsi que la suppression de son influence idéologique sur les larges masses ouvrières qui se rangeront sous la direction du Parti communiste.

La tactique du front unique, en quoi consiste-t-elle ? Sa caractéristique n'est pas que nous autres, communistes, nous nous rapprochions de la compréhension et des besoins des masses ouvrières dans notre agitation et notre pratique journalières, parce que cela, il nous faut le faire à chaque moment, si nous ne voulons pas faire seulement de la propagande, mais de la politique. Sa caractéristique n'est plus dans l'envoi, de temps à autre, d'une « lettre ouverte » à la social-démocratie et aux chefs réformistes des syndicats, car cela non plus ne serait pas de la politique, mais seulement de la propagande. Le caractère de la tactique du front unique, c'est que les communistes se montrent disposés à entrer dans la lutte pour des revendications partielles concrètes avec les réformistes et syndicalistes dans des conditions déterminées. Les communistes se déclarent, en certains cas, disposés à former le front unique, même avec les chefs réformistes. Ils ne le font pas en ayant l'illusion que ceux-ci cesseront leur vieille politique réformiste de trahison du prolétariat, mais précisément, au contraire, en vue de les démasquer devant les larges masses non plus seulement en paroles, mais en actes.

La déclaration des communistes qu'ils sont prêts à lutter contre la bourgeoisie non seulement avec les masses social-démocrates, mais même avec les chefs réformistes, est un moyen utile pour augmenter la pression des masses sur les chefs réformistes. On les mettra dans une telle situation que l'action des masses les placera en face du dilemme : ou bien réaliser sérieusement leurs phrases creuses de défense des droits fondamentaux du prolétariat, etc., ou bien se montrer ouvertement, sans déguisement, ce qu'ils sont en vérité : c'est-à-dire des agents de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat. Et c'est ceci qu'ils feront toujours.

Le danger de la tactique du front unique est que des jeunes partis, non encore assez affermis dans le sens communiste, ne comprennent plus le front unique avec les chefs réformistes comme une simple « manœuvre de tactique » des communistes pour démasquer et détruire par la pratique les organisations réformistes. Mais ils font de cette tactique un principe. Ils se mettent eux-mêmes à croire que les chefs réformistes et leurs cadres

de militants sont sincères et capables de lutter. En conséquence, ils se croient liés par les accords conclus avec les chefs réformistes, même encore si ceux-ci ont déjà trahi ouvertement, c'est-à-dire si on a déjà réussi à les démasquer.

Le P. C. A. a le premier et le plus sérieusement appliqué la tactique du front unique, parce que c'est en Allemagne que le Parti communiste a eu le plus à souffrir de la lutte haineuse, brutale, sournoise d'une social-démocratie extrêmement nombreuse, enracinée dans le prolétariat allemand par les traditions d'une soixantaine d'années, d'une seule social-démocratie disposant de tous les moyens du pouvoir d'un parti gouvernemental, et qui, au surplus, était étroitement alliée à la C.G.T. avec ses 8 millions de prolétaires. Cette social-démocratie n'a pas seulement réussi à abattre, au printemps de 1919, de façon sanglante l'avant-garde du prolétariat allemand et à justifier ce crime devant les masses ouvrières, mais aussi à tisser un réseau de calomnies et de méfiance autour du Parti communiste et, par ces moyens, à isoler presque tout à fait de la majorité du prolétariat.

L'action de la social-démocratie allemande contre le communisme a été favorisée par le fait que la bourgeoisie allemande, qui est très bien organisée, réussit à surmonter économiquement la grande crise qui suivit la démobilisation et à faire, avec l'aide de l'inflation croissante, une conjoncture illusoire qui dura assez longtemps.

Cette conjoncture illusoire cachait aux larges masses leur paupérisation progressive et provoquait toujours à nouveau des illusions pacifistes et démocratiques.

La conquête de la majorité du prolétariat était pour le Parti allemand une tâche très difficile et en même temps particulièrement urgente. Car le Parti communiste savait que le rétablissement de l'économie capitaliste en Allemagne n'était qu'un épisode passager et devrait, à cause de la crise mondiale continue du capitalisme, se changer bientôt en une dépression économique plus grave, et dans la débâcle financière et politique de la démocratie de novembre. Le P. C. A. savait qu'après comme avant restait à l'ordre du jour du prolétariat allemand le mot d'ordre : en avant pour le socialisme, sinon chute dans la barbarie, dictature terroriste de la bourgeoisie, ou lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.

Le front unique, tâche révolutionnaire du moment

La tactique du front unique fut appliquée en Allemagne, non parce que quelques camarades dirigeants avaient de prime abord des tendances opportunistes et liquidationnistes, ainsi que le disent quelquefois des camarades de gauche dans le feu de la discussion. La tactique du front unique fut appliquée, parce que cette tactique était justement en Allemagne la tâche révolutionnaire du moment. L'application de cette tactique fut un pas pour la préparation de la révolution. Ajoutons que le mot d'ordre du front unique prolétarien ne fut pas apporté artificiellement dans les masses du prolétariat allemand, mais au contraire correspondait à un besoin vif et général des masses. A la fin de l'année 1921, les masses sentaient déjà très bien l'abaissement croissant de leur niveau de vie et réclamaient de plus en plus violemment une ferme résistance à l'offensive du capital. Mais les revendications des masses en faveur du front unique prolétarien n'étaient pas claires et, pour une bonne partie, illusoire. La majorité du prolétariat allemand croyait toujours à l'évolution paisible, démocratique, sous la direction de la social-démocratie ; elle croyait encore possible de trou-

ver une vie supportable dans le cadre de l'ordre bourgeois. La majorité du prolétariat n'était pas du tout prête à risquer une lutte de vie ou de mort pour la dictature du prolétariat. Le seul progrès accompli par les masses était qu'elles ne voulaient plus que l'on pourchassât sans arrêt les communistes et qu'elles ne pouvaient plus suivre aveuglément les chefs réformistes. Elles exigèrent une coalition entre communistes et social-démocrates.

Il fallait que le Parti communiste comptât avec cette mentalité de la masse et cette illusion. Plus encore : il lui fallait profiter de cette mentalité pour détruire le réseau de méfiance et sortir de l'isolement. Mais il s'agissait en même temps de donner à cette idée du front unique la précision communiste et à cette volonté d'unité la direction révolutionnaire. En réussissant cette tactique, on pourrait remporter un plein succès.

C'est seulement en partie que la tactique du front unique, appliquée depuis l'automne 1921 avec toutes ses conséquences, par le Parti et en toutes les occasions, a atteint son but. Ses résultats positifs sont les suivants : le P. C. A. n'est plus aujourd'hui un parti, mais le parti prolétarien des masses ; son influence atteint de larges masses de sans-parti, même d'ouvriers social-démocrates ; la social-démocratie est passée déjà à la défensive sur des points essentiels. Il ne faut pas laisser échapper ce fait si l'on veut discuter sérieusement la question de cette tactique.

Si aujourd'hui, où l'on voit très clairement les fautes commises en appliquant cette tactique, certains camarades éprouvent une joie perverse à appeler tout le Parti et sa politique d'avant-Octobre une seule grande cochonnerie opportuniste : c'est se salir, c'est liquider dans un sens contraire.

Ces faits nettement constatés, il nous faut pourtant examiner vigoureusement et sans pitié les conséquences négatives de l'application de la tactique du front unique. Le Parti a commis de graves fautes en voulant réaliser cette tactique, des fautes qui nous ont causé une défaite sérieuse. Pendant quelque temps, le centre actuel a envisagé sans doute ces fautes moins nettement que ne l'a fait l'opposition de gauche, simplement parce que, à juste titre, il a utilisé sa force principale à la réalisation positive de cette tactique, tandis que la gauche ne faisait que de la critique négative, soulignait et exagérait même les dangers de la tactique que l'Exécutif de l'I. C. lui-même avait bien précisés dès le commencement.

Le Parti doit garder sa force communiste

Les dangers dont le Parti allemand est devenu la victime consistent avant tout dans le fait que le Parti n'a pas su appliquer sa tactique révolutionnaire, dans la mesure nécessaire. Il ne s'agissait pas seulement de détacher les masses de la social-démocratie, mais en même temps de les préparer et les exercer en vue de la lutte finale révolutionnaire. Il n'a pas toujours gardé suffisamment sa « face communiste ». Il a masqué les principes et buts finaux du communisme quant à la relation existant entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, quant au caractère inéluctable et nécessaire de la guerre civile, au rôle du Parti comme seul guide révolutionnaire. Et il l'a fait au bénéfice des négociations des chefs avec les réformistes, des Comités mixtes d'action et des mots d'ordre transitoires.

Il faut que la tactique du front unique ne masque jamais les principes du communisme. En appliquant cette tactique, en s'adressant en certaines occasions justifiées aux chefs réformistes, en formant avec eux des comités, les Partis commu-

nistes ne doivent à aucun instant oublier qu'ils n'ont pas à faire à des éléments confus, mais honnêtes, ardents au combat, bien moins encore à des alliés. Il faut qu'ils se disent toujours qu'ils ont à faire à des ennemis mortels, rusés et sans pitié, du Parti communiste, à des agents déguisés de la bourgeoisie, aux saboteurs professionnels de la lutte de classe prolétarienne. S'adresser aux chefs ne peut servir qu'à les démasquer, en aucun cas à les convertir. Tout Comité d'action commune doit être dissous au moment où le sabotage des chefs réformistes freine le mouvement des masses, même au risque de ne pas pouvoir faire comprendre tout de suite la dissolution aux larges masses. Une telle union ne doit jamais empêcher les communistes de faire l'agitation publique fondamentale en faveur des mesures qui sont nécessaires au mouvement du point de vue révolutionnaire. Si les communistes sont forcés, transitoirement, de s'asseoir à la même table que leurs ennemis mortels, il ne faut pas que cela les empêche à aucun moment de critiquer ces ennemis ; il faut qu'ils ne modèrent pas leur ton ou renoncent à agir indépendamment. Ils ne doivent, en aucun cas, considérer ces réunions communes et ces accords comme quelque chose de durable ou avoir l'intention de leur insuffler la plus longue vie possible. Ces accords ne sont que des moyens en vue d'un but et, le but atteint, ils doivent disparaître. De même, il faut les dissoudre quand il y a danger à ce qu'ils se transforment en moyens visant à enchaîner, à lier les communistes et à créer la confusion au sein des masses. Il ne faut pas du tout les envisager quand il n'y a pas de mouvement de masses. Dès le commencement, il faut essayer de former le front unique à la base en créant des organes de classe prolétariens dans les usines. Ces organes, voilà l'essentiel, voilà ce qui rend superflues les négociations de chefs.

Les fautes du Parti allemand

C'est de cette façon que le Parti allemand a, dès le commencement, commis des fautes. Il suffit de rappeler la démonstration muette dans la crise de Rathenau ou l'incapacité du Parti à renverser le gouvernement de Zeigner après le massacre des chômeurs de Leipzig. De telles faiblesses se basaient sur l'idée le plus souvent inconsciente que la social-démocratie, au moins son « aile gauche » peut-être, se laisserait quand même séparer de « l'aile gauche de la bourgeoisie pour aller à l'aile droite du prolétariat ». En outre, il y avait là le manque de capacité à utiliser en chaque situation, énergiquement et clairement la vérité, méconnue théoriquement depuis longtemps, que seulement la direction communiste donne la garantie pour la victoire de la révolution et que la voie pour la révolution doit passer forcément par l'anéantissement de la social-démocratie comme parti prolétarien de masses.

Oui, le Parti reconnut principalement la nécessité de l'insurrection armée, mais beaucoup de camarades espéraient quand même en secret une certaine atténuation des formes de la guerre civile et définissaient le mot d'ordre du gouvernement ouvrier — dont le but était d'intensifier la lutte — dans une manière pacifiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire. Les motions votées au Congrès de Leipzig montrent clairement des tendances qui en dérivent. Pourtant, les hauts cris des camarades de gauche, que la Centrale veut liquider tout le Parti, qu'elle abandonne la théorie com-

muniste sur l'Etat, ce bruit était une exagération maladroite et a beaucoup contribué à rendre difficile l'assimilation des fautes qui existaient en réalité.

C'est naturellement au moment où la crise révolutionnaire languissante s'intensifia avec rapidité et que des masses de plus en plus larges se mirent spontanément en mouvement, c'est à ce moment que les tendances opportunistes existantes en réalité dans le Parti comme la fausse application de la tactique du front unique eurent de graves conséquences. Le Parti s'est fixé pour un long terme et a perdu sa vigilance révolutionnaire. Il ne remarqua pas à temps le changement fondamental de la situation, et lorsqu'il le remarqua, il ne prit pas les mesures nécessaires à la transformation du Parti avec assez de précision et d'énergie. Certainement, il avait commencé déjà en automne 1922 à créer des organes prolétariens de classe, soit le front unique à la base. Et, naturellement, c'est un non-sens que de dire que le Parti allemand n'aurait fait que le front unique par en haut pendant des années. Le mouvement révolutionnaire des Conseils d'usines, les centurries prolétariennes, les Comités de contrôle sont la preuve évidente de la tactique du front unique à la base. La bourgeoisie a bien démontré ce qu'elle pensait de ces organes prolétariens de classe, en interdisant le Comité national des Conseils d'usines, longtemps avant qu'elle interdisait le Parti communiste. Mais au moment de la crise révolutionnaire, le Parti n'a pas su mettre toute sa force d'action dans ces organes de classe. Au moment décisif, il a donné le mot d'ordre invitant de nouveaux Comités d'action au lieu des Conseils politiques d'ouvriers.

La soi-disant politique saxonne de l'appui loyal d'un gouvernement social-démocrate de gauche aurait dû être un moyen pour intensifier les luttes de classe, pour alarmer le prolétariat, pour accélérer le mouvement des conseils et des centurries, pour décomposer la social-démocratie. Mais, par peur de subir un recul passager après une rupture brusque avec les chefs de gauche, toujours hésitants et sabotants, on n'a profité que faiblement de la situation et on a atténué l'agitation et la critique communistes des principes. En conséquence, la force de lutte prolétarienne ne fut pas intensifiée, ni la bourgeoisie troublée, mais, au contraire, dans l'ensemble avec toutes les autres fautes, nos propres rangs furent affaiblis et troublés, ce qui apparut assez clairement au mois d'octobre.

La fausse analyse du fascisme

Aussi la campagne contre le fascisme, telle qu'elle fut menée, ne correspondait pas aux rapports réels des forces entre elles. Il y manquait toute analyse claire du fascisme allemand et de son rôle de serviteur de l'industrie lourde et des grands agrariens. Les préparations pour la lutte finale commencèrent avec le mot d'ordre irritant : contre le fascisme, tandis que le fascisme en Allemagne n'était que le laquais de la dictature de l'industrie lourde, qui, en effet, écarta le fascisme petit-bourgeois réclamant l'indépendance, au moment décisif, sans façons et dressa sa dictature brutale (la « Patentlösung » de Ludendorff). Le danger n'était pas dans le putsch fasciste, mais dans la « Patentlösung » de l'agent de Stinnes, Minoux, c'est-à-dire dans la liquidation « sèche » et « légale » des mensonges démocratiques en faveur de la dictature brutale de l'industrie lourde.

On a cru qu'il était possible que l'Allemagne, avec son capitalisme très développé, pourrait faire

arriver au pouvoir une variété du fascisme italien faisant la besogne de l'industrie lourde en employant un langage nationaliste. Cette fausse analyse de la situation a eu des conséquences graves. La motion du Conseil national de la fin d'octobre n'a pas écarté cette fausse analyse, mais a essayé de l'éterniser avec la formule : le fascisme a vaincu.

Naturellement, la fausse analyse du fascisme n'était pas un effet du hasard. Elle correspondait à ces tendances existant dans le Parti, qui cherchaient des formes quelconques plus atténuées et moins violentes de transition entre la domination du capital et la dictature du prolétariat. Si le fascisme était l'ennemi principal, on pouvait donner le mot d'ordre : sauver la République ! Alors, on aurait pu briser la résistance des chefs social-démocrates et faire une sorte de coalition avec eux. C'était en relation avec ces fautes que l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon, où on a cru voir le commencement de la lutte finale armée, s'est changée en une « banale comédie parlementaire », comme Zinoviev l'a dénommée en exagérant un peu. Ce gouvernement saxon de coalition entre communistes et social-démocrates de gauche fut proclamé comme un gouvernement de la défense prolétarienne. Bien, de la défense prolétarienne, mais contre qui et avec quels moyens ? Si c'était un gouvernement de défense seulement contre le fascisme, comme il se manifeste dans les associations armées de petits-bourgeois devenus farouches, alors il aurait fallu, en conséquence, écrire sur son drapeau la défense de la démocratie. Mais si c'était un gouvernement de défense contre la dictature de l'industrie lourde qui mettait le fascisme à son service, le fondait dans la Reichswehr et qui devenait l'héritier légitime de la démocratie, alors cette défense ne pouvait signifier que la lutte pour la dictature prolétarienne, donc une lutte sans et contre la social-démocratie, et une lutte avec les moyens de la grève générale et de l'insurrection armée.

Mais alors, cette coalition socialiste-communiste ne pouvait pas durer onze jours, mais devait forcément ou bien se dissoudre tout de suite ou bien amener la lutte de tout le cabinet contre le Parti social-démocrate, contre le Parlement, contre tous les mensonges démocratiques et devait amener l'organisation et la mobilisation extra-parlementaires des masses. Il est clair que seulement la première solution se serait effectuée.

Des camarades chefs comme Brandier ont compris si peu cette tâche historique du soi-disant gouvernement ouvrier saxon, qu'ils déclarèrent encore plus tard qu'ils auraient pu armer le prolétariat saxon s'ils avaient eu le temps nécessaire et avaient connu l'appareil gouvernemental. Les leçons les plus simples de l'« Etat et Révolution » de Lénine ont évidemment été oubliées par ces camarades. La durée de onze jours du « gouvernement ouvrier » saxon n'était pas trop courte, mais trop longue.

Mais ce n'est pas plus exact lorsque les camarades de gauche prétendent que l'appui passager d'un gouvernement social-démocrate de gauche et l'entrée des communistes dans un gouvernement avec des social-démocrates sous certaines conditions, dans une période très révolutionnaire, est faux en soi. Un Parti communiste qui ne sait pas réaliser de telles manœuvres tactiques ne sera pas capable de battre l'ennemi et de prendre le pouvoir dans des conditions compliquées. Nos camarades de gauches croient la question de la prise

du pouvoir un peu trop facile. Dans les pays à capitalisme très développé et ayant de profondes illusions et traditions, un Parti communiste ne pourra pas conduire à la victoire la révolution s'il ne peut pas manœuvrer comme sur la lame du couteau.

Finalement le refus principal de telles manœuvres en revient à une méconnaissance dangereuse du rôle du Parti communiste dans la révolution, à un recul aux conceptions blanquistes et naïves, putschistes, qui ne comprennent pas que la prise du pouvoir est un processus historique, qui sera réalisé par les actions des plus larges masses, mobilisées et dirigées par le Parti communiste, mais qui la comprennent comme l'acte héroïque d'une avant-garde isolée, qui n'a qu'à attaquer pour que les masses la suivent. C'est dans cet esprit que la gauche du Parti a défendu la thèse qu'en octobre la lutte finale aurait dû en tout cas être proclamée, et naturellement dans la forme et avec les moyens préparés par le Parti à ce moment-là. Des camarades de gauche déclarent : « Nous avions alors 60 % de chances de victoire. » Ces camarades, d'où prennent-ils la mesure ? A l'époque décisive, eux-mêmes ils étaient beaucoup moins optimistes. Le seul moyen de chance de victoire, ce sont les luttes mêmes des masses, les démonstrations, les grèves, les collisions avec le pouvoir. Mais c'est ce que justement le Parti a refusé, afin de ne pas augmenter, mais d'atténuer l'émotion révolutionnaire. Ce qui resta, c'est un mauvais appareil illégal et un Parti pas suffisamment soudé aux masses. Les membres du Parti n'étaient pas fixés idéologiquement sur une lutte politique pour le pouvoir qui se développerait par des actions de masses du prolétariat, sur une lutte où les préparations techniques ne jouent que le rôle de la laisser déclencher et l'aider au commencement. Mais, au contraire, les membres du Parti attendaient une action purement militaire d'où sortirait la lutte politique des masses pour le pouvoir. Du point de vue d'organisation et de technique, toutes les préparations du Parti étaient d'ailleurs extrêmement insuffisantes. Ce n'est pas étonnant parce que le Parti n'avait pas institué un appareil illégal capable de lutter dans la période précédente de la tactique du front unique et de rassemblement des masses.

Mais ce n'est pas du tout la tactique du front unique qui a causé cette faute. L'opposition de gauche n'a pas fait plus dans les grandes fédérations industrielles, où elle avait la majorité absolue, que ne l'ont fait les soi-disant opportunistes dans les autres fédérations. Plus encore. Lorsque le Parti, commençant à reconnaître le changement révolutionnaire de la situation, décida, au printemps 1923, de changer l'organisation du Parti en prenant pour base les cellules d'usine, c'était alors justement dans les fédérations de gauche que cette décision se heurtait à la plus grande résistance au moins quant à la réalisation pratique. La gauche essaie aujourd'hui d'appeler la connaissance à temps de la vague révolutionnaire en été 1923 son mérite spécial. Mais où a-t-elle tiré des conséquences révolutionnaires pratiques de cette analyse, en dehors des propositions maladroites dans la question de la lutte de la Ruhr. Comment envisagea-t-elle la lutte finale révolutionnaire sans ces préparations militaires, techniques et organisatrices dans le Parti même ?

Il est facile de déclarer avec un geste héroïque qu'il aurait fallu commencer la lutte finale même au risque d'une défaite. En certaines circonstances un Parti communiste doit sûrement proclamer et commencer la lutte même au risque d'une défaite.

Ce n'est pas en cela qu'est la différence entre le centre et les camarades de gauche. Elle consiste en ce que la gauche voulait déclencher ces opérations isolées, qui ne pouvaient avoir un sens qu'au cours d'un mouvement croissant élémentaire des masses, mais pas au moment d'un arrêt ou même d'un recul.

C'est ce qui est arrivé, en effet, grâce à cette série de fautes du Parti communiste qui avait réfréné toutes les luttes partielles et les soulèvements spontanés de masses en croyant qu'on pouvait comprimer l'élan révolutionnaire des masses dans une chaudière à vapeur et la laisser sous pression pour l'application occasionnelle.

Il a laissé la bourgeoisie mobiliser et organiser ses forces sans y résister. La bourgeoisie s'était déjà remise de son trouble vers la fin d'octobre. La prise du pouvoir par l'industrie lourde et son gérant, le général de Seeckt, avait déjà ouvert la contre-offensive. Ce qui était possible et nécessaire en octobre, c'était le commencement immédiat et sans conditions des actions politiques de masses, par exemple des luttes peut-être armées de défense du prolétariat contre les ordres du Reich en Saxe et Thuringe, des actions de solidarité aboutissant forcément aux heurts avec les forces d'Etat, des actions de défense économique contre l'offensive commençante du capital.

Il était bien possible, dans la situation instable du moment, que de ces luttes, que le Parti devait laisser déclencher et diriger, résulterait une nouvelle offensive du prolétariat. Ces actions politiques et économiques auraient fourni l'occasion au Parti d'utiliser avec succès l'appareil illégal, de faire des actions pour l'armement, de troubler la bourgeoisie, de réveiller de nouveau l'esprit de lutte et de faire aboutir les luttes commencées pour la défense dans la grande bataille générale.

La plus lourde de toutes les fautes que le Parti a commises à cette époque décisive, a été la *retraite sans lutte*, la répression des luttes et mouvements spontanés et locaux, l'isolement conscient et volontaire du soulèvement de Hambourg. Cette retraite sans combat, cette condamnation du soulèvement de Hambourg — acte révolutionnaire et lumière dans la nuit d'octobre — était la victoire des tendances opportunistes. C'était, en effet, à ce moment-là qu'il ne fallait plus parler des fautes dans le Parti, mais de liquidationnisme.

Les tâches historiques du centre

A partir de ce moment il fallait grouper immédiatement tous les éléments révolutionnaires dans le Parti pour sauver le Parti comme une troupe communiste de lutte, pour abattre en commun les tendances opportunistes, pour écarter ces chefs qui avaient poussé à l'extrême ce développement désastreux malgré toutes les protestations. Les camarades du centre s'étaient bornés jusqu'alors à faire à l'intérieur de la centrale et des organismes dirigeants du Parti à toute déviation opportuniste, comme par exemple à l'entrée dans le gouvernement saxon, entrée faite sans conditions et pas au juste moment, comme au freinage des luttes partielles élémentaires. Ce ne fut que deux jours après la conférence tragique de Chemnitz que trois représentants du centre actuel ont voté dans la centrale ensemble avec le représentant de l'opposition de gauche pour la proclamation immédiate de la grève générale, pour le soutien des luttes de Hambourg. C'est de la démagogie si nos amis de la gauche se vantent maintenant dans les réunions et conférences du Parti

d'avoir été les seuls qui ont lutté avant la défaite d'octobre sérieusement contre les « cochonneries » opportunistes. Ce n'est pas seulement après la lettre de l'Exécutif que les camarades du centre ont vu clair dans la situation. L'opposition contre la politique de Radek et Brandler était faite dès le commencement. Mais pourquoi, demande-t-on, les camarades du centre n'ont-ils pas protesté devant les membres du Parti ? Parce que, selon nous, l'organisation de fractions dans un Parti communiste n'est pas une affaire qu'on peut engager à la légère au moment où le Parti se prépare pour des luttes décisives. Chacun de nous savait qu'un tel pas signifiait le danger de décomposition du Parti communiste. Mais la scission du Parti à ce moment aurait été le comble du malheur.

Au mois de novembre la situation était autre. Il n'y avait aucune possibilité de reprendre immédiatement les luttes. Le Parti devait faire son bilan de l'octobre. C'était alors la tâche historique du centre d'isoler dans le Parti le plus vite possible les chefs intransigeants de droite qui n'avaient pas tiré des leçons de la défaite et rejetaient toute la faute sur la situation objective. Le danger venant de ceux-ci, il fallait l'écarter en vue du développement ultérieur. Le centre devait grouper autour de lui tous les éléments qui avaient reconnu le danger et exprimé la volonté de ne plus laisser commettre les anciennes fautes.

Il était tout naturel que beaucoup d'éléments se joignent alors au centre, qui commencèrent seulement à voir clairement les choses. Et ce ne sont pas les pires qui subissent un tel processus d'éclaircissement parmi mille obstacles intérieurs et de sérieuses hésitations critiques. Cette tâche causait d'abord au centre une certaine hétérogénéité et de la lourdeur. La gauche se moquait du « marais ». Mais nous n'envions pas à la gauche certains éléments qui hier encore participaient de plein cœur à chaque « cochonnerie opportuniste » et qui aujourd'hui ne savent pas trouver des gestes assez radicaux. Et nous ne lui envions pas ces camarades qui votent aujourd'hui aux conférences et réunions des motions de gauche et d'extrême gauche, mais qui font avec une grande tranquillité d'âme de la mauvaise politique réformiste en dehors du Parti, dans les usines, dans leurs syndicats, dans la politique communale. Nous n'envions pas plus à la gauche ceux qui rejettent chaque travail en petit dans les usines et syndicats, chaque démonstration de rue comme opportuniste avec l'argument qui a l'air si radical : « Tout ou rien ! Nous ne retournerons que s'il s'agit du tout ! » Avant tout nous n'envions pas à la gauche les camarades qui exigent la fuite en masse des syndicats et qui fondent de leur chef de petits syndicats incapables de lutter et qu'ils appellent fièrement « syndicats d'industrie ». Et nous n'envions pas à la gauche ces bons camarades qui déclarent, ouvertement ou non, à chaque occasion, qu'il ne faut éventuellement pas se gêner de lutter contre l'Exécutif, si celui-ci venait à faire des difficultés.

De tels éléments avec l'ancien aile K.A.P.iste évoquent un nouveau danger dans le Parti. Ce danger ne sera pas moins grand un jour que celui du réformisme maintenant écarté. C'est le danger de la rechute du Parti en une secte, le danger de la passivité ornée de phrases révolutionnaires, la dislocation en petits cercles de conspiration et petits groupes de propagande. Et aux camarades dirigeants de la gauche, avec lesquels nous sommes d'accord sur beaucoup de questions positives,

nous reprochons qu'ils soient indifférents et hésitants en face de ces dangers, qu'ils n'aient pas l'intention et aussi en partie pas la force de remonter le courant. Ils ne le peuvent pas, simplement parce que comme opposition contre l'ancienne majorité ils se sont servi pendant des années de ces éléments, parce que eux-mêmes ils ont aidé à élever la mentalité apolitique contre les « huiles », le rejet syndicaliste du centralisme, la passivité K.A.P.iste. Les spectres qu'ils ont évoqués se retournent aujourd'hui contre eux. Tout ménagement à leur égard les fortifie dans une période de reflux révolutionnaire et de dépression générale dans le prolétariat.

Nous déclarons : le rassemblement des éléments les plus actifs et de la gauche et du centre, c'est une des tâches les plus importantes du Congrès du Parti. Cette collaboration fut déjà exigée par l'Exécutif lors des accords conclus à Moscou. Ce n'est pas une question sur laquelle on peut répondre du point de vue de la lutte des fractions. C'est une question politique, c'est la question de l'unité et de la capacité d'action du parti allemand.

Cette unité et cette capacité d'action du Parti allemand ne seront pas réalisées par un Congrès de Leipzig renversé, ni par des motions de méfiance contre un certain groupe du Parti, pas davantage par des actions d'épuration contre tous les camarades qui ne sont pas de la majorité actuelle de gauche. Tout cela ne signifierait que l'accentuation et la prolongation de la lutte des fractions, car aucun camarade ne sera si bête de croire qu'après le Congrès du Parti les fractions se laisseraient interdire et supprimer par des moyens de force mécanique tant que les causes politiques existent. Le fait que l'ancienne opposition de gauche prend seule la direction du Parti et des organes centraux et locaux du Parti, signifie en ce moment un danger sérieux pour le Parti, parce qu'il y a dans les deux groupes assez d'éléments à tendances opportunistes, sous le masque réformiste ou K. A. P. iste.

Mais les partis frères, qui subissent eux-mêmes de graves crises de développement, ont les yeux tournés sur le Parti allemand. Plus vite et plus facilement, le Parti allemand surmontera sa propre crise et sera à même de mener une politique forte et unie : plus vite et plus facilement, on réussira à liquider la crise dans les partis frères.

Après comme avant, nous voyons que le plus grand danger est à droite — aussi à cause de la situation internationale et parce qu'aujourd'hui beaucoup de camarades prennent un air de gauche, qui sont dans la pratique de purs droitiers. Mais, selon nous, ce n'est pas un argument pour ne pas voir les grands dangers dans le Parti ou pour leur faire des concessions politiques. Avant tout, dans la question syndicale, qui jamais encore ne se présentait si urgente et si difficile au Parti. Un danger sérieux est signalé aussi par le fait que les organisations de gauche ont raté toutes les démonstrations que le Parti organisa l'hiver passé contre la dictature blanche.

Ensuite, c'est un argument facile pour masquer la passivité des organisations de gauche que de dire : « Nous aussi, nous sommes pour les cellules d'usines, mais il faut être prudent pour ne pas détruire l'« ancienne » organisation qui a fait ses preuves en prenant pour base le logement. Ce que nous reprochons au groupe de gauche, c'est d'avoir négligé, depuis l'été 1923, les décisions du Parti, et en novembre de les avoir même suspendues pour Berlin. Ce n'est que maintenant,

après l'intervention de l'Exécutif, qu'il commence à s'occuper sérieusement de cette question. Et, pourtant, la question des cellules est une question de vie pour le Parti communiste.

Nous ne voulons pas citer aux camarades de gauche la liste de leurs péchés, nous en avons même assez. Mais nous voulons déclarer clairement, sans équivoque : pour ou contre le regroupement du Parti, pour la lutte active contre les ennemis de classe. Pour ou contre la tentative sérieuse de ne pas seulement parler révolutionnairement, mais de faire de la politique révolutionnaire, c'est-à-dire de gagner et mobiliser les larges masses. Il y a encore de larges masses qui suivent la social-démocratie : dans les syndicats dirigés par les réformistes, dans les syndicats chrétiens et fascistes (völkisch). Il faut que le Parti crée un programme d'action clair et concret, pas seulement avec des revendications, mais aussi avec des indications tactiques pour l'agitation et la mobilisation des masses. Il faut que ce programme d'action soit créé au Congrès du Parti. Il faut qu'il soit voté à l'unanimité, qu'il soit le programme de tout le Parti. Il lui faut être la plate-forme pour la liquidation des luttes des fractions et pour le commencement de l'activité du Parti.

Il faut concrétiser le front unique à la base. Qu'est-ce que le Parti entend par là ? Lors des élections pour les Conseils d'usines, certains camarades de gauche ont exigé de pures listes du Parti communiste ou ont posé, pour la participation des camarades non-communistes, des conditions comme la reconnaissance des « principes et buts » du Parti. Cela signifie, en pratique : repousser les ouvriers non-communistes, mais par instinct de mentalité révolutionnaire. Lors de la « Journée allemande » à Berlin, l'organisation berlinoise n'avait pas mobilisé les masses, mais seulement l'élite des camarades du Parti. Peut-on appeler cela lutte pour le front unique ? Le Congrès du Parti doit y répondre clairement. La question que nous posons au Congrès du Parti, nous qu'on appelle, selon l'expression du camarade Scholem, une « petite clique de bureaucrates », est la suivante : Avec quels moyens de tactique le P. C. A. doit-il gagner, mobiliser les masses et les diriger dans la lutte au cours de la période actuelle ?

De la réponse à cette question dépend l'avenir du Parti comme force active politique dans les masses. Nous mettons en garde : qu'on ne considère pas le mouvement des Conseils d'usines, les Comités de contrôle, les centurions, comme des affaires seulement du Parti. Le Parti n'a pas encore la majorité du prolétariat, même pas dans les centres décisifs. Le Parti n'est qu'en train de gagner cette majorité. Nous mettons aussi en garde contre la surévaluation ridicule de sa force, comme elle s'exprimait dans la motion de Berlin sur la question syndicale et dans la tendance visant à accepter la scission des Métaux berlinois, sans d'abord travailler largement les masses et sans profiter de toutes les possibilités imaginables. Il s'agit ici de réfréner l'impatience de quelques camarades, de diriger les sentiments des masses au lieu d'être à leur remorque. Autant il faut que le Parti observe et tienne compte de tous les sentiments et désirs des masses, autant il ne doit pas tomber sous leur dépendance. Il y va du rôle du Parti comme guide.

Jusqu'à maintenant, nous n'avions pas un Parti communiste actif, centralisé, lié en réalité aux masses. Nous avions des masses, mais nous ne

savions pas les mobiliser. Nous fûmes surpris lorsque des mouvements élémentaires éclatèrent. Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore à même de diriger les luttes de défense pour la journée de huit heures avec une supériorité réelle. Aujourd'hui, nous ne savons pas encore lier la fermeté quant aux principes avec l'élasticité de manœuvre. Il faut que le Parti soit capable de rester maître de la situation, même si les événements changent vite, pour que ce ne soit pas l'adversaire qui nous dicte notre attitude, comme maintenant dans la question syndicale.

Si le Parti peut accomplir ces tâches, cela dépend avant tout de l'esprit dans lequel le Congrès du Parti sera préparé et fait. C'est à la majorité actuelle de décider s'il deviendra une borne pour le développement du Parti, pour une section vraiment bolcheviste de l'I. C. Nous, la minorité actuelle, nous suivons la ligne droite qu'a montrée Lénine. Nous savons que le Parti allemand se trouvera d'accord sur cette ligne.

Edwin HERNLE.

Vers la prise du Pouvoir

La Russie est arrivée indubitablement à un tournant de la révolution.

Dans ce pays rural par excellence, sous un gouvernement révolutionnaire, républicain, disposant de l'appui des partis socialiste-révolutionnaire et menchevik qui, hier encore, avaient la prépondérance parmi la démocratie petite-bourgeoise, l'insurrection paysanne se développe.

Le fait semble incroyable, pourtant il existe.

Nous, bolcheviks, il ne nous étonne pas, car nous avons toujours dit que le gouvernement de la « coalition » avec la bourgeoisie est le gouvernement de la trahison de la démocratie et de la révolution, le gouvernement du carnage impérialiste, le gouvernement de la protection des capitalistes et des grands propriétaires fonciers contre la colère du peuple.

Dans la Russie républicaine, grâce à l'œuvre de tromperie des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, il subsiste encore, en temps de révolution, un gouvernement de capitalistes et de grands propriétaires fonciers aux côtés des Soviets. Telle est l'amère et menaçante réalité. Quoi d'étonnant si en Russie, où le peuple succombe sous les charges et les fléaux de la guerre impérialiste, il a surgi une insurrection paysanne qui prend de plus en plus d'extension ?

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les adversaires des bolcheviks et les chefs du parti officiel socialiste-révolutionnaire, qui a soutenu constamment la « coalition », qui, jusqu'à ces derniers jours ou jusqu'à ces dernières semaines, avait pour lui la majorité du peuple, qui continue à censurer et à molester les « nouveaux » socialistes-révolutionnaires arrivés à la conviction que la politique de coalition est une trahison des intérêts paysans, qu'y a-t-il d'étonnant, dis-je, à ce que ces chefs du parti officiel socialiste-révolutionnaire écrivent, le 20 septembre, dans l'éditorial du *Diélo Naroda*, leur organe officiel :

« ...On n'a presque rien fait jusqu'à présent pour mettre fin au régime d'oppression qui domine encore dans les campagnes du centre même de la Russie... La loi sur la régularisation du régime agricole, depuis longtemps déposée au Gouvernement Provisoire, et qui avait même franchi ce pur-

gatoire qu'est la conférence juridique, s'est maintenant égarée dans on ne sait quel bureau... N'avons-nous pas raison d'affirmer que notre gouvernement républicain est loin encore de s'être affranchi des habitudes de l'administration tsariste, que la manière brutale de Stolypine se fait encore fortement sentir dans les procédés des ministres révolutionnaires ? »

Voilà ce qu'écrivent les socialistes-révolutionnaires officiels ! Les partisans de la coalition sont obligés de reconnaître qu'après sept mois de révolution dans un pays agricole, « on n'a presque rien fait pour mettre fin au régime d'oppression » des paysans par les grands propriétaires fonciers. Et ces mêmes socialistes-révolutionnaires sont obligés de qualifier de *stolypiniens* leur collègue Kérénsky et toute sa bande de ministres.

Peut-on imaginer, de la part de nos adversaires, témoignage plus éloquent que la coalition a fait faillite, que les socialistes-révolutionnaires qui tolèrent Kérénsky sont devenus un parti *antipopulaire, antipaysan, contre-révolutionnaire*, et surtout que toute la révolution est arrivée à un tournant décisif ?

Une insurrection paysanne dans un pays agricole contre le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Kérénsky, des mencheviks Nikitine et Gvozdiev (1) et des autres ministres représentant les intérêts du capital et des seigneurs terriens ! Une répression de cette insurrection par un gouvernement républicain au moyen de *mesures militaires* !

Devant de tels faits, peut-on rester partisan du prolétariat et nier que la crise va éclater, que la révolution est à un tournant décisif, que la victoire du gouvernement sur l'insurrection paysanne sonnerait maintenant le glas de la révolution et signifierait le triomphe définitif du régime Kérénsky ?

N. LENINE.

(Tiré du dernier livre de Lénine : *Sur la route de l'Insurrection*, que vient de sortir la Librairie de l'Humanité.)

(1) Nikitine, avocat, ministre de l'Intérieur ; Gvozdiev, ancien ouvrier, ministre du Travail dans le cabinet du 25 septembre.

Le Mouvement des Ouvriers et Fermiers Américains

La série de conférences tenues dans l'Etat de Minnesota, du 10 au 14 mars, se terminèrent par la victoire de l'aile gauche du mouvement « farmer-labor » organisé autour du Parti ouvrier (communiste) d'Amérique (Workers Party), et anéantirent plus d'une conception surannée, chère au cœur des apôtres de la temporisation et de la timidité.

La bataille, dans les conférences de Minnesota — et Minnesota, dans ce cas, reflétait la situation générale des Etats du Centre et du Nord-Ouest — se livra, d'une part, entre les éléments dont la vision de l'avenir n'impliquait rien de plus défini qu'un mouvement informel de protestation politique, embrassant tout, depuis les industriels écrasés par les lourds impôts, jusqu'aux ouvriers sans travail et les fermiers sans terre et ruinés, et, d'autre part, au contraire, l'aile gauche des mouvements d'ouvriers et de fermiers, qui voulaient organiser un parti de classe « farmer-labor » basé sur les « trade-unions » et les organisations économiques des fermiers.

La lutte se manifesta dans la discussion sur la date à laquelle devait se produire un mouvement politique indépendant dirigé contre les deux portes du capitalisme américain ; la date du 30 mai — changée plus tard en celle du 17 juin — était combattue par les éléments de gauche, tandis qu'à celle du 4 juillet s'opposaient les éléments fonctionnaires et de la classe moyenne.

Le 17 juin, c'était le parti de la classe des ouvriers et des fermiers, contrôlé et dirigé par les éléments de la classe ouvrière.

Le 4 juillet, c'était un « troisième » parti, représentant surtout le mécontentement des classes moyennes, et contrôlé par cette classe. On doit se rappeler, cependant, que les lignes de démarcation ne sont pas si nettement tranchées, et qu'il y a des éléments de la classe moyenne et de la classe ouvrière dans les deux ailes du mouvement.

Effondrement des théories de l'opposition

Deux théories favorites, soutenues par les adversaires de l'organisation de classe, subirent un discrédit complet par suite du résultat des conférences de Minnesota — l'adoption par tous de la convocation d'une convention (assemblée) pour le 17 juin dans les Twin-Cities. D'abord, que les mouvements politiques de masses ne peuvent être organisés sans l'assentiment des leaders officiels, et, deuxièmement, que les leaders officiels sont plus avancés que les masses.

C'était à cette illusion que se cramponnaient des hommes comme J.-G. Brown, du défunt parti illinois « farmer-labor », dont l'organisation signa son propre arrêt de mort en trahissant l'assemblée du « Federated-Farmer-Labor », à Chicago, en juillet dernier. Dans tous ses discours, il développait cette idée. Associés avec lui, on trouvait Buck, de la nouvelle majorité de Chicago, l'ex-Alcérman Rodriguez et Gifford Ernest, qui trahit les traités, et William V. Mahoney, de Washington D. C., qui représentait ostensiblement un parti « farmer-labor » de cette cité, mais qui ne représente aujourd'hui que les fonctionnaires qui utilisent le rouge comme appât.

A Saint-Paul, pour la conférence du 10 mars, outre les groupes que l'on vient de citer, vinrent des représentants de vivants partis « farmer-labor » de Nebraska, South Dakota, North Dakota, Montana, Washington et Minnesota. Le « Federated Farmer-Labor Party » était représenté par son secrétaire national, Joseph Manley.

Dès le début de la conférence, il fut évident que de l'acceptation par la délégation de Minnesota d'une date pour la convention, dépendait le succès du mouvement. Minnesota, par suite de l'initiative dont avait fait preuve le mouvement là-bas, était regardé comme le chef naturel de la campagne pour l'établissement d'une organisation nationale, liant les partis « farmer-labor » d'Etat et les groupes locaux. En outre, pour engager deux campagnes successives, les progressistes à Minnesota avaient commencé l'établissement d'une base économique pour l'organisation, en organisant la « Farmer-

Labor-Federation », formée de délégués représentant les unions, les coopératives, etc...

L'unité sur la date

Un tiers de la délégation du Minnesota à la conférence de Saint-Paul était pour la date du 30 mai ; ce tiers était formé par l'aile gauche et était surtout un groupe ouvrier. Les partis « farmer-labor » des Etats du Nord-Ouest étaient également pour le 30 mai, comme aussi le « Federated Farmer-Labor Party ». S'il n'y avait eu qu'une simple question de vote — une majorité mécanique — la date du 30 mai aurait été choisie pour la convention nationale, mais la question de l'unité se posa. La gauche sentit que si l'on pouvait empêcher le centre du mouvement de Minnesota de s'unir aux éléments purs des classes moyennes, par deux concessions n'impliquant aucun sacrifice de principe, et si l'on pouvait le gagner ainsi à adopter la position de l'aile gauche, le mouvement tout entier en serait singulièrement fortifié, et une organisation de masse des éléments ouvriers rendue possible. L'ajournement de la convention du 30 mai au 17 juin fut la concession faite. Le fait que la gauche avait mesuré très exactement la situation fut prouvé par l'enthousiasme avec lequel les progressistes du centre, à partir du moment où l'arrangement fut accepté, se lancèrent dans le travail organisateur des conférences suivantes.

Une preuve complémentaire de la bonne stratégie de la gauche fut fournie par la dénonciation furieuse du compromis par Rodriguez et Mahoney, de Washington. Il est nécessaire de dire quelques mots de ces deux individualités et des forces qu'elles représentaient à Saint-Paul. Rodriguez, Mahoney de Washington, Ernst, Buck et Brown, unis par une commune haine des communistes, vinrent à Saint-Paul, non pour aider à bâtir, mais pour briser et détruire. Le fait qu'ils ne réussirent point est en lui-même une preuve du désir d'unité qui existait dans les rangs du « farmer-labor » et de l'impossibilité avec laquelle gauche et communistes soutinrent, malgré des provocations extrêmes, les attaques de cet élément.

Le cri « rouge » bafoué !

Les obstructionnistes avaient fermement décidé dans leur tête qu'il n'y avait qu'à crier « rouge » un certain nombre de fois pour écraser les délégués fermiers ; Rodriguez lut, pendant quarante-cinq minutes, des passages du *Daily Worker* et autres publications du Parti ouvrier (communiste) d'Amérique (Workers Party) ; il lut des extraits d'articles de Foster, Ruthenberg, Camon et Zepper ; il lut des exposés de Manley, des éditoriaux de Dunne et Lovestone et des commentaires caustiques de O'Flaherty ; tout fut mis en œuvre pour prouver aux tremblants fermiers que le Parti communiste d'Amérique (Workers Party) ne croyait qu'à la force et n'invoquait que la violence. Mais quand il leva les yeux pour jouir de l'effet produit, il découvrit non des gens secoués d'horreur, mais secoués de rire ! William Mahoney de Washington avait découvert quelque temps avant que les délégués fermiers ne s'effrayaient point facilement, car il perdit une matinée entière à faire connaître les communistes par l'intermédiaire de leurs exposés écrits aux fermiers qui le traitèrent gentiment de doux maniaque.

La convocation pour le 17 juin de la conférence fut adoptée après que Manley, du « Federated », eût expliqué que lui et les délégués des autres Etats pour le « farmer-party » étaient favorables au changement, comme base d'unité. Ceci mit fin aux efforts des obstructionnistes à Saint-Paul, efforts pour briser le mouvement et exclure le Parti communiste de la convocation de la convention.

Ensuite, vint la conférence de la « Farmer-Labor-Federation » dans l'Etat de Minneapolis. Ce fut une série de représentants des fermiers et ouvriers industriels, élus par les organisations locales et désignés pour unifier le mouvement « farmer-labor » tout entier

sur une base de classe, chaque organisation perdant son identité dans le mouvement de masse.

William Mahoney, de Saint-Paul, R. H. Harmon et Clarence Hathaway, tous bien connus dans le mouvement « farmer-labor » à Minnesota, avaient pris la tête pour organiser la fédération, et ils firent un bon travail. Il n'y eut de dissension que sur la question de la représentation à la convention d'Etat, et une modification donna satisfaction aux éléments fermiers qui avaient senti qu'ils pourraient être exclus du vote avec le plan de la commission, et aux ouvriers des gros centres industriels. La fédération adopta à l'unanimité la convocation pour le 17 juin de la convention et la base de la représentation.

La convention de la « Working Peoples Non Partisan Political League » se tint le lendemain et vota sa jonction à la fédération. L'après-midi, l'unification eut lieu, par la fusion des deux meetings, en attendant la décision de la convention de la « Farmers' non partisan League », réunie dans un autre bâtiment.

Les fonctionnaires de l'organisation de fermiers — l'élément Townley — assisté des carriéristes discrédités qui avaient déserté le mouvement ouvrier de l'aile gauche de Tivon City, et des obstructionnistes de Chicago, unirent leurs efforts dans une tentative désespérée pour empêcher les fermiers de rejoindre le front unique à Minnesota. Les communistes servaient de cible dans cette attaque, et leur affiliation au mouvement servit d'argument aux fermiers pour rester en dehors et demeurer fidèles à leurs anciens chefs. On donna lecture de télégrammes de Magnus Johnson, pour justifier les motifs des obstructionnistes, mais après qu'un télégramme à Maynus, signé par Henry Teiyen, secrétaire à Johnson, et progressiste bien connu à Minnesota, l'avertissant d'avoir à se tenir tranquille eut été lu à la convention, et après que Dad Walker (de North Dakota) et Charles Taylen (de Montana) eurent appris aux délégués ce qui s'était passé à Saint-Paul, la convention vota son adhésion à la Fédération, et se rendit dans la salle au milieu d'un plus vif enthousiasme.

La fédération pour le 17 juin

L'affiliation des fermiers était une victoire inattendue ; elle montra que le désir d'unité était trop fort pour être enrayé par les réactionnaires et les opportunistes, et elle fit de la fédération le représentant actuel de tous les éléments ouvriers organisés dans le Minnesota.

La « Farmer-Labor-Federation » affirma alors à nouveau qu'elle acceptait la convocation de la convention pour le 17 juin, ainsi que le programme et la base représentative, plaçant de cette manière toutes les forces organisées des ouvriers et des fermiers derrière la décision de la conférence de Saint-Paul. Elle élut William Mahoney comme président pour l'Etat, R. H. Harmon, secrétaire, et une commission d'Etat composée de deux représentants pour chaque district représenté au congrès.

La Fédération décida aussi de publier un organe pour l'Etat, afin de se faire connaître comme le défenseur des « farmer-labor ».

La convention du Parti officiel « Farmer-Labor » de Minnesota se tint à Saint-Cloud le 15. A cette conférence étaient représentés tous les groupes de Minnesota qui avaient participé aux conventions précédentes, auxquels s'était adjointe l'organisation officielle dirigée par le président d'Etat Pike. Les délégués de la « Farmer-Labor-Federation » comprirent qu'une acceptation de la convention du 17 juin par cette organisation serait une chose désirable, mais que le succès du mouvement du parti « farmer-labor » n'en dépendait plus depuis que la Fédération même, avec ses centaines d'organisations de la classe ouvrière, était sa base réelle. L'aile gauche désirait la convention « farmer-labor », pour soutenir le mouvement, et avant tout pour ne pas aboutir à un appel séparé pour une conférence à quelque autre date. Les réactionnaires, formant la vieille « Non-partisan League official dom », s'étaient joints au président Pike pour empêcher l'adoption, et Pike manifesta leur intention de poursuivre leur tactique de démolition, en essayant d'imposer un fonctionnaire d'une ligue discréditée à la convention, comme président temporaire.

L'unité sauvée par la guerre

Cette tentative échoua grâce à la vigilance de la gauche. Si elle avait réussi, l'histoire eût été différente, mais cette défaite découragea tellement les saboteurs que, quand William Mahoney, rapportant au nom de la commission de résolution, proposa d'accepter la convention pour le 17 juin, ainsi que son programme, et la base de la représentation, la résolution fut adoptée à l'unanimité, sauf un petit groupe de délégués mécontents qui ne votèrent pas du tout. Le plaidoyer de Mahoney en faveur d'une base de classe pour le « Farmer-Labor Party » recueillit plus d'applaudissements que son allusion à La Folette.

Jamais encore série plus remarquable de conférences ne s'était tenue dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ces conférences furent remarquables, non seulement par leur caractère historique, mais encore par suite de la part prise par l'aile gauche, sous la conduite du Parti communiste (Workers Party) d'Amérique.

On admet généralement, dans le Minnesota, que, sans le travail efficace d'organisation de la gauche, sa brillante stratégie, et son dévouement à la classe ouvrière, les réactionnaires auraient réussi à faire sombrer le mouvement entier du parti de la classe « farmer-labor » et l'aurait livré à la classe moyenne et aux capitalistes.

L'aile gauche, non seulement déjoua les tentatives des réactionnaires, et fit preuve d'une compréhension claire de chaque phase du mouvement, mais, par sa science organisationnelle, habile et parlementaire, fut capable de prévenir toute tentative de saboter le travail.

L'unité complète qui prévalut au sein du mouvement « farmer-labor » de Minnesota et du Nord-Ouest est tout particulièrement l'œuvre de la gauche. Elle fut réalisée en dépit de ce qui apparaissait comme des obstacles insurmontables, et c'est là une réputation vivante des prétentions réactionnaires d'après lesquelles l'attitude des masses d'ouvriers et de fermiers est représentée avec soin par des fonctionnaires, qui ne diffèrent d'aucune manière des agents de la classe capitaliste.

En attendant le 17 juin...

Les conférences de Minnesota, et leurs résultats, mettent en évidence, avec une clarté cristalline, le fait que des milliers d'ouvriers et de fermiers d'Amérique sont prêts à répudier désormais toute adhésion à la doctrine fautive de l'identité d'intérêt des exploités et des exploités ; qu'ils sont préparés à édifier un gigantesque mouvement de masse dirigé contre l'industrie capitaliste et le gouvernement capitaliste, et que tout corps de fonctionnaires qui s'oppose au mouvement au lieu d'en prendre la direction sera réduit en poussière.

Le 17 juin sera une belle occasion pour les travailleurs et les fermiers d'Amérique. Ce jour-là, le mécontentement des masses ouvrières trouvera son expression politique, et parce que le mouvement est si vaste, si menaçant pour le capitalisme, l'aile gauche des organisations « farmer-labor » doit redoubler d'efforts pour empêcher les tentatives vigoureuses de lui faire échec victorieusement.

Le Parti communiste d'Amérique (Workers Party), la « Federated Farmer-Labor Party » et tous les éléments de gauche organisés autour d'eux ont remporté la victoire aux conférences de Minnesota. L'expérience et le prestige gagnés là sont d'une immense valeur, et, avec des efforts renouvelés d'organisation, constituent la meilleure garantie pour la classe ouvrière d'Amérique, que le 17 juin verra se lever une puissante organisation politique de classe, puisant sa force dans les organisations économiques avec lesquelles ouvriers et fermiers livrent la bataille continue contre le capital et sa tyrannie.

William F. DURME.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.